Initiative communiste-ouvrière

Qui sommes-nous ?

- Le communisme-ouvrier, c'est le mouvement de la classe ouvrière contre l'exploitation capitaliste.

- C'est une société sans classes, c'est l'abolition du salariat, la propriété commune des moyens de production, l'égalité et la liberté. C'est une société qui applique réellement le principe « *de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins* ».

- Le communisme, ce n'est ni l'indépendance nationale, ni l'étatisation de l'économie, ni la nostalgie de l'URSS, de la Chine ou de toute autre dictature soi-disant socialiste, ni le soutien à n'importe quel réactionnaire sous prétexte qu'il est anti-impérialiste.

- Dans les luttes sociales, contre le sexisme, contre le racisme, contre le nationalisme, contre l'intégrisme, contre le totalitarisme, contre l'exploitation capitaliste, contre toute forme d'oppression et les discriminations, les communistes sont là, pour préparer la révolution et le véritable changement social.

contact@communisme-ouvrier.info

www.communisme-ouvrier.info

L'expérience de la révolution ouvrière en Union soviétique

Esquisse d'une critique socialiste



Mansoor Hekmat



Note des traducteurs

Ce texte est issu d'un séminaire qui s'est tenu en 1986. Le Parti Communiste d'Iran, opposé au soi-disant « communisme » de la Chine et de l'URSS, disposait encore de forces armées qui menaient la guérilla contre le régime islamique d'Iran, tout en mettant l'accent sur l'organisation ouvrière clandestine dans les grandes villes du pays.

La question de la « nature l'URSS » , débattue depuis l'existence même de celle-ci, était une question centrale pour tous les communistes, qui se voyaient toujours renvoyés çà ce modèle dont l'effondrement était proche.

On pourrait croire que, avec la disparition de l'URSS et le triomphe apparent du modèle libéral, l'abondante littérature sur ce sujet à perdu de sa pertinence. Ce n'est pas le cas : derrière la question d l'URSS, de la révolution de 1917, c'est la question des conditions du succès de la révolution future qui reste posée.

C'est pourquoi la réponse matérialiste, marxiste, de Mansoor Hekmat, conserve toute son importance : si les travailleurs parviennent à s'emparer du pouvoir, mais pas à transformer les bases économiques de la société, en abolissant l'esclavage salarié, en communisant les moyens de production, alors, cette révolution sera de nouveau perdue et conduira au massacre de la classe ouvrière, que ce soit au nom du capitalisme ou du « socialisme ».

Traduction de *The Experience of the Workers'Revolution in the Soviet Union*, texte d'une intervention de Mansoor Hekmat à un séminaire du Parti communiste d'Iran en novembre 1986 (parti qu'il devait quitter avec ses camarades pour fonder le PCO en 1991). Traduit de l'anglais par Nicolas Dessaux et Stéphane Julien.

I/Les questions clés de l'expérience soviétique

Je vais commencer par quelques observations générales sur le sujet que je vais présenter aujourd'hui. Le point de vue que je vais développer ne se conforme pas à l'approche traditionnelle de la gauche radicale. Quelques efforts vous seront sans doute nécessaires pour accepter mon analyse. C'est particulièrement le cas de ceux qui cherchent à traiter la question soviétique d'un point de vue radical, mais qui sont influencés par les critiques déjà existantes au sein de l'extrême gauche. Mon argumentation présente des différences fondamentales avec ces interprétations, et pour l'illustrer, je vais devoir constamment m'en démarquer. À mon avis, ce sont les déductions que peut produire une tendance communiste-ouvrière sur l'expérience soviétique. Au passage, je rappelle que l'expression « communisme-ouvrier » ne vise qu'à mettre en avant l'origine sociale du marxisme et du communisme : la classe ouvrière.

Malheureusement, aujourd'hui plus que jamais, le communisme a pris les traits d'une école de pensée, alors que pendant une bonne partie de son histoire, en pratique comme en théorie, c'était un mouvement social. C'est le mouvement d'une classe sociale qui cherche à provoquer des changements réels dans la société. Ce point de départ ancré dans une classe sociale, ce n'est pas quelque chose à ne prendre en compte que lorsque l'on passe de la théorie marxiste à la pratique politique du parti. C'est aussi un concept qui devrait faire partie intégrale de notre perspective théorique globale. Dans le soi-disant marxisme radical ésotérique, la classe ouvrière est une catégorie abstraite, tout comme la lutte de classe et le socialisme. Au contraire, dans marxisme réel, c'est-à-dire le communisme-ouvrier, il s'agit de relations sociales et historiques concrètes. Ma critique de l'expérience de la révolution prolétarienne en Russie est celle d'un processus historique réel, mis en œuvre par des forces sociales vivantes. Elle doit donc commencer par examiner du dynamisme et du mouvement réel des forces sociales à l'époque. C'est la raison de mes divergences avec ce qui est généralement considéré, à l'échelle internationale, comme la critique radicale de l'expérience soviétique. Ma critique ne suit pas les conceptions de la *New Left*, qui se berce d'illusions lorsqu'elle croit que, en montrant l'écart entre l'expérience réelle et ses propres théories, en niant le caractère prolétarien de certains aspects de la révolution russe, elle se rapproche du véritable marxisme orthodoxe et propose une critique « plus profonde » de la question. Du point de vue communiste-ouvrier, on ne peut traiter l'expérience soviétique avec le même laxisme que ces critiques « radicales » de la révolution bolchevique, celles de la gauche communiste, de la *New*

Left, etc. Cette expérience est le résultat d'une classe formée de millions d'ouvriers, une classe qui s'y est engagée avec conviction, pour sa propre émancipation. Depuis des décennies, les partis et les organisations ouvrières les plus avancés s'efforçaient de provoquer cette révolution. C'est une révolution qui n'a pas seulement laissé son empreinte sur la destinée du mouvement ouvrier, mais sur le monde dans son ensemble. Une telle expérience ne peut pas être jugée seulement sur le critère de la pureté idéologique et de l'orthodoxie théorique de ses leaders, comme si chaque défaut suffisait à en invalider l'ensemble.

La pratique de classe des travailleurs ne peut être contrée et défaite que par les forces des autres classes. Les impuretés théoriques, le décalage avec les doctrines préconçues ne justifient pas, à eux seuls, à nier une telle expérience sociale. Ce qu'il faut montrer, c'est dans quelles circonstances et par quelles forces matérielles et sociales le soulèvement de la classe ouvrière russe a finalement été vaincu.

C'est pourquoi, si ma critique de l'expérience russe ne semblera pas « assez radicale » à l'extrême-gauche actuelle, c'est la plus radicale à mes yeux. Car en fait, les critiques radicales ont surtout représenté jusqu'ici soit un réductionnisme ésotérique, soit un démocratisme radical. Une critique vraiment radicale ne peut être qu'une critique socialiste prolétarienne, et c'est cette critique dont je voudrais présenter aujourd'hui les grandes lignes.[*]

II / Critique démocratique ou socialiste ?

En présentant ces thèses, j'ai l'intention de proposer une critique socialiste de l'expérience soviétique. J'insiste sur le mot *socialiste,* car je crois que les critiques précédentes, pour la plupart, ne le sont pas. Elles sont plutôt des critiques démocratiques présentées dans des formes radicales. Il y a, derrière ces critiques, toute une palette d'analyses fondées sur les déviations théoriques et idéologiques, les faiblesses du parti, la structure sociale après la révolution, la place du gouvernement soviétique sur la scène internationale, etc. Mais il faudrait expliquer pourquoi les plus radicales des critiques démocratiques ne répondent pas à la question essentielle dans la discussion

[*] A cet endroit la version originale en farsi donne la présentation schématique du plan de l'intervention, qui n'est pas traduite dans la version anglaise [N.d. T.]

riques, sont bien sûr importantes et constituent de précieuses contributions. Mais elles ne répondent pas encore à la question clé de ce qu'un communiste d'aujourd'hui peut tirer de l'expérience de la révolution russe, à savoir la question même sur laquelle Engels avait mis l'accent sur la base de l'expérience de la Commune. Aucun degré de préparation théorique, aucun diplôme d'enseignement théorique, aucun degré de prépondérance des idées et méthodes démocratiques entre nous, ne peut assurer qu'au moment où la révolution ouvrière prendra forme, nous aurons un parti aussi puissant, solide et clairvoyant que le Parti bolchevique. Ce que nous pourrions avoir que malheureusement les bolcheviks n'avaient pas, serait une perspective économique claire en vue de la transformation révolutionnaire de la société après la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Une fois que la classe ouvrière aura pris le pouvoir, la société sera objectivement face à cette question : que faire avec ce pouvoir ? Si ce pouvoir n'est pas employée pour révolutionner les relations économiques de la société et pour transformer les fondations de la propriété bourgeoise et de la production, si le pouvoir politique de la classe ouvrière n'est pas utilisé comme un moyen d'instaurer la propriété commune des moyens de production et d'abolir le travail salarié, si ce pouvoir n'est pas utilisé afin d'amener la révolution économique qui constitue l'essence de la révolution socialiste, alors toute victoire est vouée à l'échec, alors, la domination politique même des travailleurs sera temporaire et, dans un contexte historique plus large, non concluante – telle est la leçon fondamentale de la révolution ouvrière en Russie.

sur l'expérience soviétique : pourquoi n'a-t-on pas construit une société socialiste en Union soviétique ? Et du coup, ils ne peuvent pas même produire une critique matérialiste. Dans ces critiques, on a l'impression que les déviations sont comme des maladies virales, conçues on ne sait où, qui attaqueraient et pourriraient tout. Mais l'intérêt du matérialisme historique et de la méthodologie marxiste n'est-il pas sa capacité à rechercher les bases matérielles des développements superstructurels, c'est-à-dire intellectuels, politiques, juridiques, administratifs.... de la société ? Lorsqu'une analyse ne montre pas les bases matérielles et économiques de ces développements, elle s'avère déficiente, inadéquate.

Comment s'est développé l'économie soviétique après la révolution, c'est la question centrale d'une critique socialiste. C'est la quintessence du marxisme, et s'y refuser, c'est tout bonnement adopter un point de vue non-marxiste, et c'est mettre de côté la question elle-même. Pourquoi ?

Premièrement, parce que la révolution socialiste est d'abord une révolution économique, et c'est sur celle-ci que peut se fonder la révolution sociale. Que cela soit oublié par le marxisme d'aujourd'hui, qu'on réduise le marxisme, théorie de la révolution sociale, à une « science » de la conquête du pouvoir politique, c'est en soi révélateur de l'utilisation croissante du marxisme par des couches non-prolétariennes de la société, comme un voile pour leurs intérêts qui ne sont ni révolutionnaires, ni socialistes. La transformation révolutionnaire de l'économie est fondamentale pour la révolution sociale, pas au sens d'un changement quantitatif de la production, mais dans le sens même utilisé par Marx, c'est-à-dire celui de la transformation des rapports sociaux de production, qui à son tour entraînera un développement rapide des forces productives de la société. Les questions de la démocratie, de l'abolition des inégalités juridiques, politiques, culturelles et même économiques entre individus, couches sociales et même entre nations, ce ne sont pas des idées spécifiques au marxisme, ce sont les vieux idéaux de l'humanité. Ce qui fait la singularité du marxisme, c'est l'articulation entre ces idéaux et le renversement d'un certain ordre économique, où les rapports de production placent la classe ouvrière dans une position donnée. Le socialisme et le communisme sont le produit de la lutte de cette classe contre les rapports d'exploitation dans le structure de classe actuelle : le capitalisme. Si on retire ça au marxisme, il n'en reste plus rien de spécifique. Le marxisme démontre clairement que, sans changement dans les fondements économiques de la société, ces idéaux n'auront pas la base matérielle pour se réaliser dans la réalité. C'est donc bien que, du point de vue de la classe ouvrière, le critère pour jauger toute révolution (celle d'Octobre y compris), c'est son succès ou son échec à

réaliser ce but.

La discussion sur la révolution russe devrait donc se focaliser sur cette question : pourquoi et dans quelles circonstances la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière n'a-t-elle pas amené de transformation radicale des fondements capitalistes de la société. C'est le point essentiel d'une critique socialiste prolétarienne de l'expérience de la Révolution russe en tant que révolution ouvrière.

C'est pourquoi je signalais, dans mon introduction, la différence entre ma conception et celles qui fondent leurs analyses sur une « impossibilité » de la transformation économique de la société russe après la prise du pouvoir par les ouvriers, qu'elle soit associée à la « nécessité de la révolution mondiale » ou au « retard de la Russie », parce que ces perspectives nient la raison d'être même de la révolution ouvrière en Russie.

Deuxièmement, la transformation économique de la Russie est au cœur d'une critique socialiste car la dégénérescence politique et idéologique de la révolution (comme la bureaucratisation d'État, la distorsion entre l'orientation de classe et la pratique du parti, les difficultés et les erreurs de l'État soviétique à l'intérieur comme à l'extérieur et les reculs opérés dans ces domaines après les progrès initiaux, etc.) ne peuvent s'expliquer qu'à l'aune de cette question. A mon avis, les raisons qui sous-tendent ces évolutions politiques et idéologiques (superstructurelles, tout simplement) indésirables ne peuvent donc être analysées qu'en examinant les facteurs qui ont entravé la transformation révolutionnaire des relations économiques en Russie. La conquête du pouvoir politique et sa consolidation par la classe ouvrière sont les premières étapes de la révolution prolétarienne. Mais, comme le rappelle Engels, dès que la classe ouvrière a conquis ce pouvoir, elle doit l'utiliser pour contrer ses ennemis capitalistes et réaliser cette révolution économique sans laquelle la victoire se transforme en défaite et en massacre de la classe ouvrière, comme après la Commune de Paris [1].

Comme nous pouvons le voir, c'est un principe simple et évident dans le marxisme. Enfin… dans un marxisme qui n'a pas été tripatouillé et falsifié par les classes non-prolétariennes, un marxisme dont les principes vivants n'ont pas été enfermés dans des élaborations absconses de la gauche non-ouvrière. C'est tout à fait clair : si les ouvriers ne parviennent pas à transformer la base économique de la société après la prise du pouvoir, leur révolution ne réussira

[1] F. Engels, « On the occasion of Karl Marx's Death », in *Anarchism and Anarcho-Syndicalism*, Moscou, 1974, p.173).

genre. En un mot, le thème fondamental de la révolution prolétarienne, celui de l'économie socialiste, était absent de ces discussions.

VI / Sur l'Union soviétique aujourd'hui

La société soviétique actuelle est capitaliste. Les arguments sur un nouveau mode de production, une économie de transition, ou du même genre, ne sont pas valides. Par ailleurs, selon moi, les caractéristiques de l'économie capitaliste soviétique ne sont pas identiques aux traits dominants en Europe occidentale et aux USA. À mon avis, un capitalisme établi et consolidé au nom du socialisme après une révolution ouvrière, présente des caractéristiques spécifiques qui doivent être reconnus et étudiés. La prévalence de la main-d'œuvre salariée, la prédominance de la force de travail comme une marchandise et l'organisation de la production sociale sur la base du travail salarié, sont suffisants pour prouver que l'économie soviétique est une économie capitaliste. Mais ce qui doit être expliqué au sujet des particularités de cette économie est de nature plus concrète que ces caractéristiques générales du capitalisme. Par exemple, la question de la fragmentation du capital et de la concurrence, le système qui applique en URSS les lois du capital en tant que lois objectives qui lui sont extérieures, les formes sous lesquelles l'armée de réserve de main-d'œuvre prend place dans cette société, la manière dont la plus-value y est distribuée et partagée entre les diverses parties du capital social et les diverses branches de la production, le rôle des prix et du marché dans cette économie, voilà quelques-unes des questions qu'il faudrait étudier. Nous ne le ferons pas ici, mais c'est un champ d'étude très important. Il suffit ici de présenter mon point de vue sur la nature de l'économie soviétique, et j'ai déjà présenté les grandes lignes de ma position sur le sujet dans mon article sur le débat Sweezy-Bettelheim.

VII / Une leçon fondamentale de la Révolution en Union soviétique

Les principales leçons que la gauche radicale a tiré de l'expérience de l'Union soviétique portent soit sur la question de « démocratie », soit sur la nécessité de préserver sa « pureté idéologique ». Ils soulignent tous à quel point des glissements théoriques peuvent ouvrir la voie à la défaite de la révolution ouvrière, ou comment une rupture avec la démocratie dans la théorie du socialisme et, du coup, l'indifférence face à la violation de la démocratie dans les relations internes du parti ou dans l'État, peut avoir des conséquences destructrices pour la révolution prolétarienne. Ces conclusions, si elles ne sont pas abstraites et ahisto-

soi-disant position internationaliste prise par l'Opposition, comme je l'ai déjà dit, révélait en fait les limites de son analyse et le terrain commun avec la ligne officielle en ce qui concerne la nature même du socialisme en tant qu'ensemble déterminé de relations économiques et sociales dans la Russie post-révolutionnaire. L'Opposition comptait sur la révolution en Allemagne pour fournir à la révolution ouvrière russe le niveau nécessaire de forces productives pour instaurer le socialisme. Une telle perspective est celle qui nie à l'avance la possibilité de renforcer la révolution russe à la mesure d'une révolution dans l'économie russe.

Il est vrai que la révolution allemande tenait un rôle décisif dans la stratégie des bolcheviks. La probabilité que cette révolution survienne et les possibilités qu'elle pouvait ouvrir était une des raisons de l'absence d'avancée concrète par des bolcheviks en matière de transformation économique en Russie même. Les bolcheviks remettaient leur propre travail dans l'attente de cette révolution allemande, ils n'ont engagé les discussions sur les perspectives économiques à long terme qu'à partir du moment où il a été clair qu'elle n'aurait pas lieu. On comprend aussi pourquoi, à rebours de ces attentes traditionnelles dans le parti, la ligne stalinienne avait ciblé sa propre perspective dans le socialisme dans un seul pays.

C'est dommage qu'une notion qui, dans la tradition bolchevique, relevait d'une analyse concrète dans une période donnée, ait été élevée par une grande partie de l'extrême gauche au rang de formule générale sur l'impossibilité d'avancées économiques socialistes dans le cadre d'un simple pays. Une conception idéaliste, voire ésotérique et passive, de la révolution socialiste a remplacé une plus vivante qu'en avaient Marx et Lénine. Cela renvoie aussi au bref avertissement d'Engels, déjà évoqué tout à l'heure, sur les tâches du prolétariat après la conquête du pouvoir (notamment dans la Commune de Paris).

Pour autant, au moment de la révolution russe où l'alternative économique bourgeoise aurait due être repoussée par celle du prolétariat, où la loi économique de la révolution ouvrière, celle de la socialisation de la production et de l'abolition du salariat, aurait dû s'imposer dans une politique économique, législative, administrative claire et nettement distincte du capitalisme d'État refourgué comme « socialisme », à ce moment-là les discussions au sein du parti bolchevique furent menées dans la cadre d'une lutte entre nationalisme et internationalisme. La confrontation entre socialisme et capitalisme passait au second plan, et donc non seulement une véritable digue contre le nationalisme n'était pas construite, mais avec l'incapacité de poser une critique socialiste du nationalisme en économie, la voie était ouverte à la domination de cette tendance dans le parti bolchevique et dans l'État soviétique. La seule critique économique qu'il y ait eu ne s'attaquait pas au capitalisme du cours officiel, mais s'inquiétait seulement du rythme de l'industrialisation, des relations avec les paysans et de choses de ce

pas et se terminera par le massacre de la classe ouvrière. Ce qui est arrivé en Russie est exactement ce qui a été décrit dans la phrase d'Engels dans la phrase que je viens de citer. La seule différence, c'est que ce massacre, au lieu d'être opéré ouvertement par les troupes ennemies à une date précise, après l'occupation d'une ville précise, est survenu au cours d'un long et complexe processus sur différents fronts. Néanmoins, les résultats sont les mêmes, cela n'a pas moins été un échec que la Commune de Paris. Ce dont nous sommes témoins aujourd'hui est le résultat de la défaite de l'échec victorieux en Russie à effectuer la transformation révolutionnaire des fondations économiques de la société, à accomplir sa révolution économique. C'est un élément crucial, c'est la leçon fondamentale de la Révolution d'Octobre, c'est le point de départ d'une critique socialiste de l'expérience soviétique.

Je voudrais ajouter que j'ai une sérieuse divergence méthodologique avec les analyses de l'expérience soviétique qui commencent par l'augmentation de la bureaucratie, la dégénérescence politique et théorique du parti et autres observations relevant du développement superstructurel de la société et de la révolution. J'y vois des effets de l'arrêt et de la dégénérescence de la révolution russe et non ses causes. Ce sont des aspects de la réalité qui doivent être expliqués, mais pas des outils pour l'analyser. Expliquer la défaite de la révolution avec ces éléments revient à expliquer les effets par les effets. C'est comme tenter d'expliquer une maladie par ses symptômes.

Tout ce que je viens de dire devrait avoir clarifié mon point de départ dans cette discussion. Il est temps de développer plus en détail les thèses.

III / Le contexte social de la Révolution d'Octobre

La Révolution d'Octobre s'est formée dans des circonstances sociales déterminées. C'était un moment dans l'histoire, dans le mouvement de la société capitaliste en général et de la société russe en particulier. Expliquer la Révolution d'Octobre dans le cadre limité du mouvement communiste, du mouvement ouvrier, c'est-à-dire comme un stade du développement de ce mouvement ou comme son résultat inévitable, c'est une tentative vouée à l'échec. La révolution et son processus de dégénérescence devraient être considérés dans le contexte historique de la société russe, dans laquelle sont inclus, non seulement l'élément agissant et subjectif de la révolution, mais l'ensemble des rapports de classe. En d'autres termes, ce

n'est pas seulement la classe ouvrière, ses objectifs et ses idéaux qui sont à considérer, mais les positions, les revendications et le cours du mouvement de chacune des principales classes dans la société. Si la révolution socialiste avait été victorieuse en Russie, si une société nouvelle y avait été instaurée, c'eût été une rupture fondamentale de l'histoire du développement social de la société russe. Cela aurait aboli un certain cadre social et l'ensemble de ses fondations matérielles, de ses processus et de ses, laissant la place à un cadre nouveau formé sur la base d'une dynamique nouvelle, d'idéaux nouveaux, d'objectifs nouveaux, de choix nouveaux. Mais la défaite de la révolution place celle-ci dans la continuité du développement historique pré-révolutionnaire. On ne peut simplement poser la question : victoire ou défaite de la classe ouvrière ? La Révolution d'Octobre a été un grand événement historique. Sa réussite aurait certainement marqué son temps. Mais sa défaite marque aussi le cours de l'ancienne société. Même vaincus, les ouvriers marquent significativement l'histoire sociale de la Russie. La défaite de la révolution russe est, cependant, un moment dans le développement de la société bourgeoise en Russie.

Comprendre révolution russe dans son cadre social, tient une place très importante dans mon analyse. Je m'attacherai plus tard à développer concrètement cet aspect, mais il faut montrer ici brièvement l'importance de cette approche dans la question russe.

La révolution, même celle d'Octobre avec tout son éclat, est d'abord un événement dans la société. La société est un tout qui engendre la révolution et en détermine les lois. Pour l'essentiel, c'est en analysant la société qu'on peut comprendre la révolution. Ça semble simple et évident, mais prendre la société comme référence des relations sociales pour expliquer les actions humaines est une pierre angulaire du marxisme. Cette théorie marxiste est trop souvent éludée dans les constructions de la gauche radicale sur la question russe. Quoique le résultat de la révolution n'ait pas été conforme à ses idéaux, elle a bien eu un impact sur la société russe. La révolution ne met pas en place son mécanisme historique indépendamment de la société. Elle est, au contraire, le résultat de la dynamique des mécanismes sociaux. Par exemple, lorsqu'on découvre soudain une nouvelle classe dirigeante basée sur la bureaucratie en Union soviétique, on transforme la société en résultat de la révolution. Dans la théorie marxiste, la révolution est un moment de la lutte de classes. Mais dans la conception non-sociale et non-matérialiste de la gauche radicale, des classes sont créées par la révolution. Ou, quand on change arbitrairement au lendemain de la révolution de 1917 l'antagonisme de classe

une perspective plus large, nous voyons que la plate-forme du « socialisme dans un seul pays » était effectivement le moyen de promotion de la bourgeoisie russe au pouvoir. C'était un événement qui est survenu indépendamment des intentions de plus d'un de ceux qui représentaient cette ligne. Dès que le cours de développement non-révolutionnaire et capitaliste a été adopté et que la cause de la révolution économique a été abandonnée, réduite à une économie d'État planifiée, tous s'accordent à reconnaître que la ligne de Staline est devenue un obstacle au développement de la société révolutionnaire, à la poursuite de la révolution ouvrière. Aussi durement que l'Opposition et les partisans de la « révolution mondiale » aient pu être inquiétés à cette époque, il n'en représentaient pas moins qu'au mieux un radicalisme dans le parti bolchevik qui avait certes déjà repéré cette régression, mais n'avait pour autant nulle autre alternative et se rabattait simplement sur une résistance infructueuse à base de plate-forme politique démocratique. La position de l'Opposition avait pour résultat que les sections radicales du prolétariat, les mécontents de l'affaiblissement des soviets, de l'abolition du contrôle ouvrier, de la croissance de la bureaucratie, de la chute du niveau de vie du prolétariat, n'étaient pas représentées intégralement et même quand elles étaient derrière l'Opposition, elles restaient une force insignifiante. Une opposition s'était levée contre la ligne de Staline sur la seule base d'une plate-forme très étroite et non-révolutionnaire qui était incapable de représenter le radicalisme réel de la révolution, c'est-à-dire l'aspiration essentielle de la révolution à une transformation gigantesque dans les relations économiques.

Laissez-moi signaler au passage un autre aspect des points de vue de l'Opposition. Pour beaucoup, de nos jours, y compris certains de nos propres camarades, les convictions de l'Opposition sur la « nécessité de la révolution mondiale » et « l'impossibilité du socialisme dans un seul pays » plaident pour leur « internationalisme ». Ça n'a rien d'internationaliste en soi. Pourquoi celui qui considère que le destin de la révolution russe était lié à la révolution allemande simplement parce que la Russie était industriellement arriérée, pourquoi celui-là serait nécessairement l'internationaliste ? L'internationalisme, cela veut dire croire dans le caractère international de la classe ouvrière et défendre partout la révolution ouvrière, la défendre en raison de son caractère de classe. Mais si on conclut que la révolution dans un pays A dépend pour diverses raisons d'une révolution dans un pays B pour survivre, ça ne donne pas un raisonnement internationaliste pour solde de tout compte. C'est une analyse à laquelle on pourrait arriver uniquement dans l'intérêt de la révolution dans le pays A. On peut être internationaliste et être d'accord ou pas avec une telle analyse sur la relation inévitable entre les révolutions russe et allemande. Justement dans le cas concret de la Russie, un refus de prolonger la révolution dans l'économie équivalait à empêcher les ouvriers russes de pouvoir être des internationalistes actifs et efficaces. Mais cette

le socialisme comme phase première du communisme est non seulement *possible* mais comme je l'ai dit *nécessaire*.

Troisièmement je dois pointer le fait que dans la polémique économique du milieu des années 20 au sein du parti bolchevik, le « socialisme dans un seul pays » était l'étendard d'une réapparition du nationalisme bourgeois dans un sens rétrograde, agissant pour la domination de la perspective bourgeoise dans le domaine de la production. En d'autres termes, bien que la formule « socialisme dans un seul pays » ne soit pas en soi déviante, en tant qu'étendard d'un mouvement donné dans une période donnée, elle a été la marque d'une offensive anti-ouvrière et a signé la défaite de la révolution russe. Je dénonce ce mouvement comme celui qui a porté l'alternative bourgeoise dans la société russe.

Ceux qui étaient contre, qui avaient noté que ce drapeau reprenait le nationalisme bourgeois, se sont réfugiés dans l'idée de « révolution mondiale ». On notera que la fraction de Staline et l'Opposition, malgré leurs divergences, ont partagé des terrains d'entente importants. Le fait d'abord que la divergence ne portait pas sur le mot « socialisme » mais sur « un seul pays » indique qu'il n'y avait pas de divergence sur la version de « socialisme » entre l'Opposition et la ligne officielle de Staline. Il semble que personne n'ait ressenti de divergence quant aux mesures qui devaient être réalisées sous l'appellation de socialisme, il semble que la controverse ne portait que sur leur faisabilité « dans un seul pays ». Le cours ultérieur de la révolution russe a montré comment la fraction minoritaire de Staline a réussi à se réapproprier la plate-forme économique de l'Opposition unifiée (Trotsky-Zinoviev) et comment le mouvement trotskyste a toujours été désarmé sur la question de la structure économique de l'Union soviétique. Le courant du « socialisme dans un seul pays » n'a pas été critiqué d'un point de vue socialiste. Le « socialisme » de ce courant, qui est un ensemble d'étatisation de l'économie, d'industrialisation et de développement des forces productives en maintenant le salariat, n'a pas été mise en opposition à quelque alternative socialiste que ce soit. Dans le combat entre la ligne officielle et l'Opposition, le prolétariat socialiste n'était pas représenté, personne n'a prêté attention à l'avertissement d'Engels sur la nécessité d'une révolution économique après la conquête du pouvoir.

Cela explique aussi les raisons du triomphe des partisans du « socialisme dans un seul pays ». Lorsque la révolution russe est arrivée à un tournant décisif, l'Opposition n'avait pas d'alternative dans le domaine économique. La plate-forme de « révolution mondiale » ne pouvait être une arme efficace dans la lutte avec la bourgeoisie drapée dans ce « socialisme dans un seul pays », qui proposait une alternative aux questions essentielles de la société. L'Opposition a été victime de son manque de jugement sur l'histoire réelle de la révolution ouvrière en Russie.

Quand nous regardons cette période de la révolution russe en la plaçant dans

entre le prolétariat et les couches marginales, on subordonne la société à la révolution. Dans le marxisme, la révolution reflète un conflit de classes sociales en raison du rapport de production dominant. Pour la gauche radicale, les classes se sont déplacées dans les deux sens, disparaissant ou apparaissant au gré de la révolution. Évidemment, une révolution socialiste victorieuse qui aurait transformé les relations économiques transformerait aussi la société et les classes sociales. Mais tout le pouvoir de la révolution socialiste émane de la transformation des relations économiques. Si on parle de révolution inachevée, échouée et vaincue, si on reconnaît qu'aucune transformation révolution n'a été réalisée dans les rapports de production, on ne peut pas analyser cette révolution sans tenir compte de la société existante, on ne peut pas expliquer la révolution en elle-même. C'est du subjectivisme qui tourne le dos au matérialisme historique de Marx.

Une perception sociale de la Révolution d'Octobre nous permet donc de rester fidèles à ce matérialisme historique lorsqu'on examine la dynamique du mouvement révolutionnaire, de ne pas fermer les yeux sur les facteurs sociaux décisifs tels que les rapports de production, les antagonismes de classe réels et la continuité historique de ces facteurs, nous permet enfin de reconnaître la matrice de la révolution et de suivre concrètement son développement après Octobre vers une impasse sociale, questions clés de la lutte de classe et du mouvement réel de la société.

Dans cette partie je souhaite souligner ces aspects. Je m'attacherai notamment à la question centrale de la révolution en Russie, à savoir ce qui a rendu la Révolution d'Octobre possible et qui a été décisif dans sa fin : la confrontation entre prolétariat et bourgeoisie en Russie pendant quatre ou cinq décennies avant la révolution et une décennie après, en lien avec les perspectives de développement et de croissance de la société russe.

L'histoire de la Russie dans les décennies qui précédèrent la révolution était marquée par l'apparition et le développement des deux principales classes de la société capitaliste : le prolétariat et la bourgeoisie. Deux classes qui s'affrontèrent seulement l'une à l'autre, mais aussi à tout le cadre social, économique et politique existant ; deux classes défiant la Russie tsariste, mûrissant en celle-ci ; deux classes qui confrontaient l'image d'une « Russie développée, libre et industrielle » à sa réalité rétrograde. Au début du XXe siècle, il était évident que la Russie devrait faire face à de sérieux bouleversements, qu'elle devrait entrer dans une nouvelle ère. Son retard économique, politique et culturel par rapport aux autres pays européens était devenu source de nombreuses critiques.

Mais ce qui a joué un rôle important dans le développement ultérieur de la société russe fut la critique simultanée de ce retard par deux points de vue de classe distincts. L'alternative placée devant la société russe était celle entre deux classes sociales distinctes et adverses, l'une ayant le capitalisme pour perspective, l'autre le socialisme, mais toutes les deux opposées à la société russe de leur époque. Toute la bourgeoisie russe voulait que le pays rejoigne le courant dominant de la civilisation capitaliste, tandis que le prolétariat russe penchait de plus en plus vers le socialisme, sous l'influence de la social-démocratie russe.

Les réalités sociales de la Russie, son lien avec l'Europe, sa puissance coloniale, sa force militaire, son potentiel économique, ont fourni le potentiel des deux alternatives. La Russie arriérée de la fin du XIX siècle pouvait devenir capitaliste ou socialiste au XX siècle. Le progrès économique était possible dans les deux cas. Les perspectives historiques de ces deux options pénétraient déjà les pores de la peau de la société russe, formant les bases d'une conscience révolutionnaire. Notons ici certains points :

1. L'existence objective du retard (économique, politique, culturel) signifie que, longtemps, deux alternatives de classe ont partagé un même terrain, car si le socialisme et le capitalisme ne se ressemblent en rien, les relations féodales,le tsarisme, l'absolutisme et l'ignorance étaient les traits dominants de la société, et tous deux offraient des perspectives de modernité, cet aspect étant accentué : prolétariat et bourgeoisie étaient tous deux des ennemis de ce retard économique et politique. A l'inverse du*narodnisme*, la social-démocratie russe considérait d'ailleurs qu'un niveau suffisant de développement capitaliste était nécessaire pour aller vers le socialisme. Dans bien des polémiques, la social-démocratie s'est alignée sur les mêmes positions que les bourgeois. Les conceptions du marxisme légal, l'alignement constant des mencheviks sur la bourgeoisie libérale russe, ou encore l'aspiration des dirigeants de la social-démocratie (bolcheviks compris) à être les champions de la démocratie bourgeoise dans l'histoire russe, le confirment. Ces alignements, quoique inévitables à certains moments historiques, retardent pourtant sur le fond la différenciation des perspectives prolétarienne et bourgeoise, et provoquent des résultats négatifs à retardement – à mon avis tout particulièrement après la Révolution d'Octobre.

2. Il est évident que la social-démocratie russe n'était pas un produit du modernisme économique et social. Elle n'était pas un produit russe, un phénomène russe. Aujourd'hui, le communisme est dans de nombreux pays la manifestation directe d'un réformisme national autochtone, dont les revendi-

5.5. « Le socialisme dans un seul pays » et la destinée économique de la Révolution d'Octobre

En 1923, la société avait terminé la première étape de la révolution ouvrière. L'autorité politique des ouvriers (malgré les compromis, les erreurs et les défauts) avait victorieusement été instaurée contre la résistance ouverte, politique et militaire, de la bourgeoisie. Se présentait dorénavant l'autre problème fondamental de la révolution, l'enjeu de transformation économique. Cette question a été débattue jusqu'en 1929 autour des débats sur le « socialisme dans un seul pays ». La perspective bourgeoise et le cours de développement capitaliste devinrent dominants dans cette période et nous assistons dans les années 30 à un basculement général de la société dans cette direction. Dans cette période le point clé c'était le développement bourgeois de la société, la lutte des ouvriers était une lutte contre ce développement.

Sur la question du « socialisme dans un seul pays », il faut expliquer clairement plusieurs points :

Premièrement, à mon avis, d'un point de vue théorique, et sans tenir compte de la question de l'Union soviétique, l'instauration du socialisme dans un pays, c'est-à-dire l'instauration de relations basées sur la propriété commune, l'abolition du salariat, que Marx envisageait comme contours du premier stade du communisme, est non seulement tout à fait possible mais indispensable au destin de la révolution ouvrière. L'instauration du socialisme est la tâche immédiate et essentielle de toute classe ouvrière qui parvient à conquérir le pouvoir politique dans un pays donné. Je considère comme inacceptables et non-marxistes ces conceptions pour lesquelles, sous n'importe quel prétexte, le programme du prolétariat parvenu au pouvoir quelque part, ne devrait pas être de mettre en place une économie socialiste basée sur la propriété commune et l'abolition du salariat, et devrait attendre une autre période.

Deuxièmement, à mon avis, la distinction que fait Marx entre les deux stades du communisme est très claire et valide et se rattache directement aux tâches économiques de la dictature prolétarienne. Je ne crois pas que le communisme (dans sa phase supérieure) soit possible dans un seul pays. La raison en est que les principales caractéristiques de ce stade sont : l'abondance économique, le développement colossal des forces productives, la révolution fondamentale de la position des humains dans la société et la transformation radicale des morales qui s'en suit, le dépérissement de l'État, etc., des conditions qui ne sont pas réalisables à l'échelle d'un pays donné. Par exemple, aussi longtemps qu'existeront des frontières nationales qui serviront de ligne de séparation entre sociétés socialistes et sociétés capitalistes, le dépérissement de l'État ne sera guère praticable. Mais

uniformes en matières de punition des coupables ou d'organisation des questions sociales. L'autorité officielle directe du parti bolchevik qui avait apparemment « usurpé » le pouvoir n'allait pas beaucoup au-delà des grandes villes. Le pouvoir réel du parti bolchevik se dispersait dans les assemblées locales d'ouvriers et de soldats. Pour l'essentiel, les bolcheviks n'avaient pas mis sur pied une autorité indépendante contre l'exercice du pouvoir ouvrier à la base. Il n'y avait pas harcèlement des masses par le haut. C'était une dictature prolétarienne, les ouvriers avaient renversé l'ordre bourgeois et avaient pris le pouvoir, s'étaient organisés sous diverses formes au niveau local, la structuration juridique de cette dictature du prolétariat était une question importante mais ne pouvait être définitivement réglée dans la période révolutionnaire. Non seulement parler de centralisation du pouvoir entre les mains du gouvernement bolchevik n'est pas ce qui convient, mais cette centralisation était pour l'essentiel impossible. C'était un vrai problème de l'État. Quand bien même les bolcheviks auraient voulu usurper le pouvoir, le processus révolutionnaire et les circonstances historiques concrètes ne le leur permettaient pas.

Il y a eu une interprétation banalisée des actions du parti bolchevik, surtout après la promotion de Staline, mais elle s'est étendue au stade initial de la révolution, une interprétation qui reflète la pression du libéralisme européen et du parlementarisme bourgeois sur la gauche. Le résultat de cette pression a conduit des courants comme la *New Left* et autres à critiquer l'Union soviétique avec le vocabulaire de la démocratie, adaptant la présentation de leur critique à l'opinion publique bourgeoise de leurs pays. Sous l'effet de cette pression, les eurocommunistes ont même retiré l'expression « dictature du prolétariat » de leur programme ; d'autres veulent bien la garder si c'est pour en faire une sorte de prolongement de démocratie bourgeoise, ils rechignent à la réelle dictature prolétarienne des ouvriers russes. On notera que ce sont les mêmes gens qui s'identifieront facilement aux régimes dictatoriaux bourgeois qui vont réclamer une constitution « démocratique » pour la formation d'États ouvriers. En son temps, l'État soviétique a été reconnu tant par les ouvriers que par la bourgeoisie comme un État ouvrier. Personne ne niera le caractère de classe de cet État. La question est de savoir s'il pouvait survivre. Naturellement, ceux qui ont alors nié le caractère prolétarien de cet État ont raté l'occasion d'un point d'appui vivant, de leur temps, à leurs revendications. Mais 70 ans plus tard, quand l'histoire vivante des opportunités vitales où la volonté des ouvriers a pu s'exercer en Russie est oubliée et flétrie dans les limbes du passé, un objet de réclamations se présente. Dans le passé, tout un chacun savait que les ouvriers avaient pris le pouvoir en Russie. Ce que nous entendons aujourd'hui, c'est une réflexion de conscience coupable et de confiance perdue d'une gauche radicale qui n'a plus cette réalité vivante en face d'elle.

cations sont remodelées dans des formules empruntées au marxisme. Mais en Russie, le lien entre la social-démocratie et le camp prolétarien international était profond, les caractères de classe y étaient clairs. Pourtant la social-démocratie a donné corps au modernisme national et au réformisme russe, qui l'a ensuite tiré vers lui, canalisant une grande partie du mécontentement contre le tsarisme, surtout lorsque qu'il venait de la petite bourgeoisie. En se développant, la social-démocratie russe a sans cesse fait face au réformisme national, qui se développait en son sein, y devenait une tendance. Les mencheviks étaient l'incarnation réelle et matérielle de cette tendance sociale.

Mais le menchevisme n'était pas le seul lieu d'expression de cette tendance. La lutte entre le prolétariat et la bourgeoisie, entre le socialisme et le capitalisme, ne s'est pas limitée à une lutte entre la social-démocratie de la classe ouvrière et les représentants déclarés des partis politiques bourgeois. Cette lutte a fait partie de la dynamique interne de la social-démocratie elle-même et explique les différentes scissions, même les conflits entre bolcheviks sur la tactique et, *in fine*, leurs controverses quant aux perspectives de la révolution russe. La question de l'attitude à avoir vis-à-vis du gouvernement provisoire révolutionnaire, et la scission entre menchevisme et bolchevisme, le déclenchement de la Première guerre mondiale et les diverses positions adoptées par la social-démocratie russe, l'arrivée de la Révolution d'Octobre et les points de vue des différentes fractions au sein même du parti bolchevik sur le cours de cette révolution, tout cela témoigne de l'*« internalisation »* de cette lutte de classe. Ce conflit existe à des degrés variables dans tout parti ouvrier. Mais dans le cas de la Russie, le point crucial portait sur l'ajustement des perspectives de classe au progrès économique et social à venir de la Russie.

3. On voit donc que l'histoire de la social-démocratie, du courant communiste révolutionnaire, est aussi l'histoire de sa séparation d'avec l'influence du nationalisme bourgeois russe et son modernisme, séparation faite à partir d'un fonds commun avec la bourgeoisie d'hostilité au tsarisme et à son arriération économique.

La social-démocratie russe n'était pas seulement apparue comme moyen d'expression de l'anticapitalisme prolétarien, mais aussi comme une variante de l'opposition populiste et moderniste. Comme mouvement social, elle ne représentait pas seulement le socialisme et l'internationalisme prolétariens, mais elle formait un pôle d'attraction pour la « société russe révolutionnaire » issue du mécontentement nationaliste et démocratique. Le développement de la société russe et sa polarisation de classe ne pouvait laisser indemne la social-démocratie, son histoire est aussi celle de sa séparation du prolétariat

pour la perspective de la bourgeoisie. Ce processus de séparation possède ses tournants historiques avec lesquels nous sommes familiers. La séparation du *narodnisme* et la critique de celui-ci comme socialisme populaire non-prolétarien était déjà à l'origine de la formation de la social-démocratie révolutionnaire russe. Les discussions entre bolchevisme et menchevisme lors de la révolution de 1905 quand à l'attitude que devait prendre le prolétariat face au pouvoir et envers la bourgeoisie libérale, la polémique entre les deux fractions sur les caractéristiques du parti, la question agraire et l'impact de la réforme Stolypine sur le tissu économique de la Russie, et, le plus important, la position des bolcheviks face à la guerre mondiale et leur condamnation explicite du nationalisme et du patriotisme comme tendance anti-ouvrière, tout cela sont les moments dans lesquels la classe ouvrière s'est séparée de la social-démocratie et de son horizon bourgeois, où elle s'est affirmée comme force contre cela. Cette fracture est le fondement même du léninisme. Je faisais allusion à cela quand je disais tout à l'heure que « le léninisme n'a pas été présent dans les discussions économiques de 1924-1928 ». En d'autres termes, contrairement à des périodes antérieures, une séparation déterminante ne s'y est pas opérée entre perspectives prolétariennes et perspectives bourgeoises, à un moment déterminant de la révolution russe, c'est à dire quand est venue l'heure de la tâche fondamentale d'une révolution ouvrière, celle de la transformation révolutionnaire du capitalisme.

J'insiste sur le fait que la lutte de classe en Russie n'opposait pas deux forces distinctement séparées (intellectuellement et politiquement), ce n'était pas une lutte entre deux camps tout à fait délimités, clairement opposés l'un à l'autre. La lutte de classe en Russie impliquait un processus où les cadres du prolétariat ont dû se séparer du nationalisme, du libéralisme et du modernisme de la bourgeoisie russe. Comme je l'ai déjà dit, l'histoire de la social-démocratie russe montre comme le prolétariat, sous le leadership bolchevik, a rejeté les convictions qu'il partageait avec l'opposition moderniste et acquérir ses propres idées, une perspective indépendante ; et comment, par là même, la rencontre entre ces deux perspectives de développement historique de la Russie est devenue essentielle.

Le point central de mon argumentation, c'est que tandis que cette séparation s'était produite complètement sur le terrain idéologique et politique, elle ne s'est pas produite de la même manière dans la réflexion économique, à savoir en ce qui concerne les perspectives de développement économique de la société russe post-tsariste. Il n'y eût aucune polémique avant la révolution de 1917 visant à clarifier ce qu'on attendait de l'économie post-

diverses façons. Aujourd'hui le pouvoir politique est aux mains de la bourgeoisie sans que tout individu bourgeois l'exerce directement. Pour exercer son pouvoir, chaque classe a ses méthodes, selon les caractéristiques de l'époque. Quand Marx parle de démocratie ouvrière, il ne parle pas d'un État ouvrier en guerre, d'un État qui doit vaincre la résistance militaire de la bourgeoisie, mais d'une administration publique de la société. J'ai dit clairement, qu'il n'y ait aucun malentendu, que le pouvoir politique a été conquis par les ouvriers, la classe ouvrière a lutté et l'a consolidé. Mais précisément lorsque ce pouvoir aurait dû recourir à sa mission historique réelle, à savoir le renversement de tout le système de propriété bourgeoise et de salariat, la classe ouvrière a manqué sa marche en avant. Son pouvoir n'a pas été utilisé pour mener sa politique.

Certains pourraient soutenir que les conditions de la période post-révolutionnaire étaient anti-démocratiques et que même si une ligne correcte avait existé elle aurait été réprimée. Je ne partage pas cette observation. On a beaucoup exagéré les « restrictions » à la « démocratie » sur cette période, si une telle ligne avait existé je ne suis pas sûr qu'elle eût pu être à coup sûr réprimée, et surtout ça me semble un peu illusoire : sans perspective prolétarienne claire en matière d'avenir de l'économie, des revendications limitées à la décentralisation du pouvoir et à la démocratisation du système ne pouvaient guère suffire à rectifier le cours de la révolution. Dans une période révolutionnaire, le pouvoir a toujours tendance à centraliser, s'en plaindre n'avance pas à grand chose. Alors s'il fallait recentrer l'analyse de la défaite de la révolution sur cette plainte… Je voudrais pour ma part plaider en faveur de possibilités d'une victoire socialiste, sans lier celle-ci à l'existence ou non de tous ces défauts. Dans la lutte chaque tendance tend à mobiliser toute sa force pour gagner, et je crois que vers 1924 et par la suite, il n'y avait plus vraiment de tendance socialiste. Si une telle tendance avait existé, alors la discussion pourrait se recentrer sur comment elle aurait pu être renforcée.

Laissez-moi m'expliquer sur la question de « l'appropriation du pouvoir par le parti ». Dans la période qui intéresse habituellement les critiques démocratiques de la révolution bolchevique, les premières années de la révolution, le pouvoir n'a été « approprié » par personne, il était si morcelé, si administré localement par toutes sortes d'institutions ouvrières que pendant quelques années il n'a pas été possible d'uniformiser les lois et règlements, transmettre des consignes cohérentes aux différents organes, harmoniser les décisions dans les différentes régions, unifier les codes pénaux. Même les décisions du soviet suprême n'engageaient pas nécessairement les soviets locaux qui ne les appliquaient pas toujours. Contrairement aux lunettes de la démocratie bourgeoise qui y voit une confiscation du pouvoir, l'expérience des premières années de la révolution est faite d'exercices locaux du pouvoir. La Russie a mis longtemps à adopter des critères

tance de ces défauts, d'erreurs du parti, c'était un défaut plus fondamental sur quelque chose d'autre : l'absence d'une vue claire des formes socialistes de propriété et de production.

Je m'oppose donc aux conceptions qui fondent leurs analyses sur l'existence de déviations superstructurelles dans le parti bolchevik et la société russe, et qui considèrent que la dégénérescence de la révolution russe reflète la dégénérescence politique du parti ou la dégénérescence administrative de l'État soviétique. Cette dégénérescence politique est un effet et non une cause, un effet de la dégénérescence économique de la révolution, c'est la conséquence inévitable de cette dégénérescence économique. D'autre part, j'ai du mal à attacher aux violations de la démocratie dans la première période (aussitôt après Octobre) la même signification que certains. C'est une manière démocratique de voir la révolution ouvrière. Bien que la révolution ait tenté de donner à la dictature prolétarienne la forme de la plus large démocratie ouvrière, sa défaite n'est, pour l'essentiel, pas celle des ouvriers sur cette question. Malgré tous ces défauts, les ouvriers ont pu franchir un stade décisif. La cause fondamentale de la défaite finale des ouvriers russes doit être cherchée dans la défaite économique de la classe au cours des années 20. Si les ouvriers avaient gagné cette bataille décisive de la deuxième période, les difficultés et défauts de la première période auraient été rectifiés et surmontés avec l'enfantement de la société nouvelle et auraient fini par disparaître. On pourrait faire ici deux objections. Premièrement, me reprocher d'insister trop sur la question de la transformation économique, et dire que transformation économique et transformation politique devaient être menées de front ensemble. Ce serait un malentendu sur mon propos. Le point crucial pour moi, c'est que l'émancipation politique précède la transformation économique. L'ouvrier russe avait conquis son émancipation politique en octobre 1917. Il avait réalisé ses objectifs politiques immédiats, il avait conquis le pouvoir. La classe ouvrière n'était pas aux postes de commande en matière d'administration de la société et d'organisation de la production. J'insiste encore : la révolution bolchevique était une révolution ouvrière. Elle a mis les ouvriers au pouvoir et a garanti leur loi. Aucune révolution dans l'histoire n'avait encore pu le faire.

Dans ma façon de comprendre Marx et Lénine, la prise du pouvoir politique précède la révolution économique. Opposer mon argumentation à une conception dans laquelle l'émancipation politique et économique doivent procéder de pair est incorrecte et injustifiée. Cela signifierait qu'on considère que le pouvoir politique n'a pas été conquis par les ouvriers, que lorsque je plaide pour la révolution économique, on va me rétorquer qu'après tout le pouvoir politique non plus n'était pas aux mains de la classe travailleuse. Laissez-moi insister encore. Le pouvoir politique après Octobre était effectivement aux mains de la classe ouvrière, mais une fois la classe ouvrière au pouvoir la bourgeoisie s'exprime de

révolutionnaire. La perspective spécifiquement prolétarienne ne s'est pas concrétisée dans la discussion comme elle a pu le faire politiquement, par exemple sur la question de l'État, la guerre impérialiste, la démocratie, etc. On pourrait penser que les conceptions du socialisme en matière d'abolition de la propriété privée suffiraient à eux seuls à clarifier cette perspective. Mais le problème est justement là. Les caractéristiques du socialisme tel que le concevaient la social-démocratie russe et internationale portaient sur l'abolition de la propriété privée, l'introduction d'une planification économique, la centralisation de la production, la croissance des forces productives. C'était là la pensée économique de la social-démocratie russe de l'époque, depuis le premier brouillon de programme du Parti ouvrier social-démocrate russe rédigé par Plekhanov jusqu'aux discussions de 1924-28. Il est intéressant de noter que cette conception de l'économie socialiste a été plus ou moins conservée par la social-démocratie réformiste actuelle, c'est-à-dire les héritiers de la IIe Internationale, et constitue la colonne vertébrale de la formulation bourgeoise du socialisme. Dans cette conception de la social-démocratie russe, les tâches fondamentales dans la sphère économique étaient : la croissance des forces productives, le développement industriel, la fondation d'une économie moderne basée sur la planification centralisée. La raison principale de cette incompréhension venait du fait que la critique du capitalisme portait essentiellement sur « l'anarchie dans la production ». Il est naturel qu'avec une telle conception du capitalisme, l'antithèse de celui-ci soit conçue comme un recours à la planification pour mettre un terme à cette anarchie. La tâche la plus fondamentale du socialisme, c'est-à-dire l'apparition de formes de propriété et de contrôle économiques qui abolissent la propriété bourgeoise, mettent fin au salariat, renversent le capital et ouvrent ainsi la voie à l'augmentation des forces productives, cette tâche-là recevait moins d'attention. Le concept de propriété commune et d'abolition du salariat était botté en touche, comparé à la notion de développement des forces productives et de croissance de l'économie nationale. Évidemment, cette vision des tâches économiques de la révolution ouvrière était un héritage de la Deuxième Internationale et de la dominante évolutionniste de son système de pensée, cela ne révélait pas seulement l'état théorique de la social-démocratie russe.

Il y avait encore de nombreux points communs dans les conceptions économiques du prolétariat et de la bourgeoisie. Le modernisme économique, la croissance industrielle, même la centralisation économique et le concept de planification pouvaient faire partie de la plate-forme économique de la grande bourgeoisie russe qui devait rattraper le retard de la Russie en recourant à toutes les méthodes préservant le capitalisme. J'attire votre attention sur le

fait que mon argumentation ne vise pas ici quelques documents, brochures, etc., ou absence de documents, exposant le socialisme pratique dans le champ économique. Il s'agit de savoir si l'avant-garde ouvrière avait une vue économique alternative et était immunisée contre la perspective bourgeoise en matière de développement économique. Une telle éducation n'était possible que pendant les années de polémique et de démarcation, comme lorsque le patriotisme impérialiste de la bourgeoisie russe a été discrédité aux yeux des travailleurs, ou quand de riches expériences ont fait de même pour le libéralisme et le réformisme, mais l'alternative économique de la bourgeoisie russe est restée intacte, n'a pas été critiquée pendant toutes ces années.

Ce n'est que lorsque le cours de l'économie russe en a fait une question urgente que se sont posés les éléments communs entre les vieux idéaux de la bourgeoisie anti-tsariste russe (modernisme, industrialisation,...) et les attentes de l'avant-garde ouvrière russe (qui ne les avaient pas jusqu'ici critiqués). Au moment historique décisif des années 20, ces éléments communs ont bloqué la marche en avant de la révolution prolétarienne sur le terrain économique et ont mené cette révolution sur le chemin du développement capitaliste en Russie.

Je résume mon propos jusqu'ici. Le vingtième siècle a posé à la société russe en général une question fondamentale, celle de trouver comment surmonter son retard économique et rattraper la croissance industrielle et la croissance de production de l'Europe occidentale. Les forces sociales en Russie se sont mises en mouvement autour de cette question fondamentale. Les deux principales classes montantes, le prolétariat et la bourgeoisie, ont émergé toutes deux contre l'ancien régime et sont soulevées en même temps l'une comme l'autre en tant que forces d'opposition, avec deux perspectives opposées. Étant donné les conditions de la Russie, ces deux alternatives étaient historiquement réalisables. Les deux alternatives pouvaient ouvrir la voie d'un progrès économique de la société russe. Le bolchevisme et le léninisme ont voulu que la classe ouvrière soit une classe indépendante tant de la bourgeoisie que du tsarisme, cette indépendance de classe sur la question du pouvoir, et même sur la structure de l'État, a été clairement posée comme un trait distinctif du mouvement ouvrier russe. Cette indépendance a permis aux ouvriers russes, sous le leadership bolchevik, de perturber les plans de développement démocratique bourgeois de la superstructure politique en Russie, et d'établir un pouvoir ouvrier par une révolution ouvrière. Mais les aspirations à surmonter le retard économique de la Russie, et les erreurs de la pensée économique dominante au sein de la social-démocratie internationale, ont dépossédé la classe ouvrière et son parti d'avant-garde, le parti bolchevik, au mo-

bourgeois et l'industrialisme, alternative historique de la bourgeoisie russe de laquelle la social-démocratie russe ne s'était pas clairement démarquée, est sortie du bois au stade de la révolution victorieuse. Le résultat c'est que les défauts politiques et administratifs de la première période non seulement n'ont pas été corrigés par une grande révolution économique – établissant la propriété commune – mais ont été promus à un niveau supérieur avec la domination de la perspective économique bourgeoise et l'institutionnalisation dans la société de l'alternative étatique basée sur le salariat. La bureaucratie, le manque de démocratie interne du parti, la réduction de l'autorité des soviets et leur déclin, la fin du contrôle ouvrier, etc., tout cela a composé avec ce plan économique bourgeois. Tout s'est reproduit comme une superstructure adaptée au nouveau cours économique. Dorénavant, je peux parler de ces tendances déviantes dans la superstructure politique et idéologique de la société russe comme de facteurs non-décisifs dans les deux périodes. Dans la première, ces facteurs sont secondaires en comparaison des besoins de la classe ouvrière d'établir sa loi. Dans la deuxième, ils n'existent pas*de novo*, mais sont le produit et d'une déviation bien plus fondamentale. Ils sont la conséquence du choix de l'option bourgeoise de développement pour la société russe.

Il faudrait mentionner ici plusieurs points. D'abord, on pourrait se demander si je considère les déviations politiques et idéologiques de la première période comme réversibles. De mon point de vue, en considérant que ce qu'il fallait à la Russie, c'était une révolution économique, une telle révolution était encore un objectif possible dans les années 20, il y en avait la possibilité, et après ce n'est pas bien difficile à imaginer en quoi cette révolution aurait pu réanimer les soviets, réveiller et élargir la démocratie ouvrière dans la structure de l'État et du parti et voir décliner les tendances bureaucratiques. Le mouvement pour l'instauration de la propriété commune et l'abolition du salariat, le mouvement pour le pouvoir ouvrier réel sur l'économie et la conduite de la politique économique, pouvait encore secouer les vestiges de formes bureaucratiques et bourgeoises de contrôle dans les domaines politique set administratifs. La résistance de ces formes eut été plus faible que celle du tsarisme et de la bourgeoisie russe.

J'ai des divergences avec ceux qui considèrent que la révolution et la démocratie ouvrière étaient perdues dès lors que Staline a eu la main, ou qu'un décret a réduit le droit de tendance ou qu'un commissariat du peuple s'est mis à interférer avec la juridiction des soviets ou des comités d'usine. Ce parti a commis beaucoup de fautes, mais s'il y avait eu un puissant mouvement pour l'instauration de la propriété commune et de formes socialistes de production, il pouvait sortir vainqueur des discussions économiques des années 20 et poser les bases matérielles de l'éradication des défauts politiques et administratifs et des principaux défauts de la superstructure. Les raisons de la difficulté ne sont pas dans la persis-

Après la Révolution d'Octobre, les soviets ont été affaiblis pour différentes raisons, surtout suite aux pressions des circonstances extraordinaires de l'époque. Mais dès que le cours économique a été tranché en faveur de la perspective bourgeoise-nationaliste, la raison de la dégénérescence ou de la disparition des soviets et de la domination de la bureaucratie ne pouvaient plus être cherchée dans les circonstances du temps. La bureaucratie devenait la superstructure politique adaptée à la perspective économique capitaliste d'État triomphante. Dans une première phase, les nécessités terribles des circonstances amènent une centralisation du pouvoir afin que l'État ouvrier puisse surmonter les difficultés. Cela entraîne un affaiblissement des soviets. Dans une deuxième phase, les soviets sont vidés de tout contenu afin que le mécanisme décisionnel politique et économique dans le pays corresponde à la logique bourgeoise de développement économique.

Nous devons donc distinguer les déviations superstructurelles des défauts dans la société russe qui suivent immédiatement la révolution (au niveau idéologique, politique, culturel, administratif) jusqu'au déclin ultérieur des années 20. A mon avis les défauts de la première période étaient mineurs et ne jouaient pas de rôle décisif dans la destinée de la révolution russe. Ces défauts et tendances étaient rectifiables. Ils ne peuvent pas être considérés comme des marques caractéristiques dans l'analyse de la révolution ouvrière. Quand au cours des années 20 l'orientation bourgeoise et nationaliste a pris le dessus, ces traits sont devenus des éléments organiques reproductibles d'un système économique et social, une superstructure reflétant les bases de la production.

Laissez-moi expliquer ce problème sous un angle différent. Si nous conservons la périodisation que j'ai faite, c'est-à-dire une période révolutionnaire au sens strict et une période de stabilisation de la dictature, on peut formuler le problème de la façon suivante : dans la première période, quand la question centrale était la consolidation du jeune État ouvrier, bien des compromis doivent être consentis par la classe ouvrière. Ces compromis ne sont pas immoraux ou crapuleux, ils résultent en grande partie des nécessités créées par les forces ennemies ou la résistance violente de la bourgeoisie. Les déviations politiques et administratives de cette période sont imposées au parti d'avant-garde. La classe ouvrière russe traverse avec succès cette première période, malgré tous ces compromis. Jusqu'en 1924, l'État ouvrier avait instauré son autorité politique contre la résistance de la bourgeoisie. C'est précisément pour cette raison que le contenu économique de la révolution ouvrière devait devenir la question clé : le développement de cette révolution passait par la réalisation de la révolution économique sans laquelle, selon les mots d'Engels, la victoire politique de la classe ouvrière s'avère nulle et non avenue. Cette révolution économique n'a pas été faite, ni la classe ouvrière ni le parti d'avant-garde n'eurent cette perspective. Le nationalisme

ment même qui était le plus décisif dans la révolution et sur la question la plus fondamentale : celle du mode de production et de développement économique et social. La révolution est devenue confuse dans ses objectifs. Cette confusion n'était pas un problème théorique ou intellectuel, mais une réalité sociale. La société russe ne s'était pas suffisamment polarisée sur les perspectives de son développement économique. Le parti ouvrier, n'ayant pas une vision claire de la transformation révolutionnaire des rapports de production, soumis aux pressions politico-économiques du système capitaliste aux niveaux national et international, s'est replié sur les terrains d'entente en matière de positions économiques avec la perspective bourgeoise. La transformation révolutionnaire de la société capitaliste a cédé devant une réforme qui étendait la propriété d'État pour planifier l'accumulation du capital et la division du travail. En s'arrêtant à ce stade, la révolution ouvrière a perdu peu à peu toutes ses avancées politiques être, sous la pression des réalités et des besoins de l'économie bourgeoise. Le léninisme, c'est-à-dire l'indépendance du prolétariat sur tous les fronts et dans toutes les batailles, n'était plus là quand l'avenir du système économique de la société russe s'est mis en place. Le « socialisme dans un seul pays » était le drapeau de la retraite vers les intérêts économiques de la bourgeoisie national en Russie. Un drapeau qui s'est hissé précisément en raison de l'absence d'un drapeau léniniste pour la construction du socialisme en Russie, un socialisme compris comme système économique « supérieur » basé sur la propriété commune et l'abolition du salariat. La construction du socialisme en Russie, au véritable sens marxiste, n'était pas seulement possible, mais nécessaire pour continuer et consolider la révolution. La révolution ouvrière a été vaincue devant ses tâches économiques.

De ce raisonnement, on pourra tirer plusieurs conclusions. Premièrement, j'insiste encore sur le rôle fondamental de la transformation économique en Russie après la révolution. La lutte de classe en Russie s'est déroulée dans le cadre de relations sociales données avec des problèmes résultants des contradictions et des antagonismes liés à ces relations. Le prolétariat et la bourgeoisie présentaient le développement économique comme une nécessité objective pour transformer les relations économiques existantes. Le sort de la révolution russe s'est finalement joué sur la façon avec laquelle cette nécessité historique a été traitée. C'était le point essentiel du développement de la révolution prolétarienne ou le point crucial pour la contre-révolution bourgeoise. Le résultat économique de la révolution s'est révélé être l'instauration de certaines réformes de développement du capitalisme en Russie et non une transformation socialiste. Les racines de cet échec doivent être cherchées dans l'absence de démarcation sociale concrète entre la perspective économique

de la classe ouvrière et l'horizon national industrialiste de la bourgeoisie russe.

Deuxièmement, si nous admettons que la lutte sociale en Russie avant la révolution était divisée en deux politiques de classe alternatives, c'est-à-dire la politique nationaliste-industrialiste de la bourgeoisie et la politique socialiste du prolétariat, alors il devient évident que le destin de la révolution ouvrière en Russie doit être jugé sur ce qu'il en est advenu après la révolution. La victoire politique de la classe ouvrière en Russie, l'expropriation de la grande bourgeoisie, ne valait pas autant que la lutte de classe poussée à son extrémité afin de déterminer le destin de la société russe quelle alternative, quel modèle, quelle solution serait adoptée. Les deux alternatives étaient historiquement possibles. Le développement capitaliste de la société russe, le déploiement de la puissance économique sous système capitaliste, était encore une réelle possibilité, une perspective réalisable (et on verra que ce fut d'ailleurs le cas). La discussion porte donc clairement sur quelle classe allait devenir le porte-drapeau d'une de ces deux alternatives historiquement réalisables. La vérité de cette affaire c'est qu'au cours des années 1920, dans des circonstances spécifiques, principalement l'absence de prolétaires organisés défendant une orientation socialiste, cette perspective bourgeoise a été représentée par la ligne officielle du Parti communiste lui-même, le cours de Staline.

Je n'accepte donc pas cette hypothèse schématique et irréelle selon laquelle, au lendemain de la révolution de 1917, la bourgeoisie aurait été exclue comme force sociale active de la société et que son projet de développement de la société russe aurait perdu toute pertinence. Comprendre le cadre social de la révolution d'Octobre, cela veut dire comprendre la continuité de la lutte de classe avant et après la révolution, et sur ce point les perspectives prolétariennes et bourgeoises sur la transformation de la société russe continuaient de s'affronter aux lendemains de la révolution d'Octobre, c'était comme pour tout problème crucial chacun cherchait à rassembler autour de lui des forces dans la société. Même dans l'interprétation actuelle de la gauche radicale, on insiste sur le fait que la fraction de Staline représentait en dernier lieu le nationalisme russe. Mais l'extrême-gauche peine à comprendre si ce nationalisme était autre chose qu'un phénomène idéologique ou une tendance superstructurelle. Ce nationalisme était la bannière de la bourgeoisie et le symbole de son pouvoir concret dans la société, il avait un certain contenu économique et n'était rien d'autre que la promotion de l'économie nationale russe au rang de l'économie capitaliste avancée de l'Europe de l'époque. Le pouvoir de la bourgeoisie dépasse de loin la présence physique de bourgeois aux postes de direction ou dans les salons gouvernementaux. La bourgeoisie dissémine ses

blissement du pouvoir des organes d'action directe des ouvriers, l'absence d'approfondissement des transformations politiques dans la vie juridique et culturelle de la société, etc. Mais ces erreurs ne nous donnent pas les causes de la défaite, à savoir que la bataille décisive pour la transformation économique de la société n'a pas été engagée. Cela s'est joué dans les années 20. Si l'alternative en faveur de la propriété commune et l'abolition du salariat, c'est-à-dire l'alternative prolétarienne en matière de perspectives économiques pour la Russie, si cette alternative avait été retenue, avait prédominé, elle aurait privé ces erreurs des bases matérielles qui permettent leur survie, elles se seraient éteintes au cours du processus de transformation économique profond de la société, auraient été remplacées par de nouvelles méthodes et mécanismes correspondant à la nouvelle économie pour tout ce qui est des points décisifs. Mais si, comme ça devait être le cas, l'alternative industrielle nationaliste devenait la perspective retenue pour le développement de l'économie russe, alors ces erreurs qui avaient été jusque-là des facteurs secondaires, accidentels, dans la destinée de la révolution, devaient se transformer en composantes organiques et reproductibles de la superstructure retenue. Une telle transformation des défauts politiques ou administratifs devenait nécessaire pour installer l'économie sur des bases bourgeoises, sur un chemin de développement économique capitaliste. La question de la bureaucratie est un bon exemple pour illustrer cela. Sous la pression des circonstances, l'État ouvrier a dû passer des compromis. L'Armée rouge a recyclé l'armée tsariste. Les ministères se sont reconstruits avec l'aide des anciens bureaucrates et des privilèges leur ont été octroyé afin de pouvoir bénéficier de leur expertise et de leur savoir-faire professionnel. Indéniablement cela montre des tendances néfastes au niveau politico-administratif. Mais avant le début des débats économiques des années 20, la bureaucratisation résultait de compromis passés par la classe ouvrière sous la pression externe. On peut considérer que ces compromis étaient peu ou prou inévitables, il ne fait pas de doute que ces défauts étaient imposés aux postes avancés de la révolution.

On pourrait trouver une multitude d'exemples de discussions entre leaders bolcheviques qui nous montreraient que ceux-ci étaient conscients de ces tendances néfastes, subies et qu'ils essayaient de corriger, en parlant comme de compromis temporaires et transitionnels qui deviendraient superflus avec la consolidation du pouvoir prolétarien. Mais après les années 20, quand le cours adopté a été celui du développement basé sur un capitalisme d'État planifié, sur le salariat, c'est devenu la base d'une reproduction sociale où la bureaucratie ne résultait plus d'une pression imposée et de compromis, mais était devenue une composante organique et reproductible de la superstructure. Quand nous évoquons cette bureaucratie superstructurelle là nous disons qu'elle convenait aux bases économiques, à la dynamique de développement et aux relations les permettant.

priation politique de la classe ouvrière et la mort de l'État ouvrier issu de la Révolution d'Octobre.

5.4. Les erreurs après la Révolution d'Octobre

Je ne nie pas que la Révolution d'Octobre ait subi une dégénérescence et un recul politique. Je cherche pour ma part à analyser les causes de la défaite de la révolution russe. Mon analyse localise la cause principale dans la transformation économique du pays et l'impossibilité du parti et de la classe de s'attaquer aux racines de l'ordre économique et de le bouleverser. On peut me reprocher de ne pas voir que cette impossibilité doive justement être recherchée sur le terrain politique, dans les reculs du parti et du gouvernement ouvrier. On pourrait soutenir que l'apparition de la bureaucratie, l'affaiblissement de la démocratie interne dans le parti, l'effondrement du pouvoir des organes de masse face à celui du parti et de l'État, les compromis fréquents avec les vestiges de l'ancienne société ou les pressions de la bourgeoisie, etc., que ce sont tous ces facteurs qui avaient dépouillé en 1924 le prolétariat de toute possibilité d'avancer dans l'enjeu économique. C'est une véritable objection. Une autre qu'on pourrait m'opposer, ce serait d'estimer que la tâche du prolétariat russe n'était absolument pas de passer à un autre niveau de transformation économique, qu'il s'agissait de préserver l'État ouvrier et ses principes en attendant la révolution mondiale, et que cette attente pouvait prendre la forme d'un capitalisme d'État, ou une autre forme. Je rejette ces deux approches. J'ai déjà parlé de la deuxième objection, elle relève du subjectivisme et refuse de voir les problèmes matériels réels d'une révolution sociale donnée. Attendre ! L'attente, fut-elle active, d'une révolution mondiale ne peut pas remplacer les progrès d'une révolution donnée à un point donné. Les choix de perspective économique pour la Russie étaient posés en 1924, on ne pouvait pas les éviter. Le capitalisme d'État ou d'« autres formes » ne pouvaient pas être la bonne réponse. La classe ouvrière russe devait prendre le pouvoir économique ou alors perdre le pouvoir politique.

Mais en ce qui concerne la première objection, qui veut que l'analyse donne la primauté aux erreurs politiques dans l'explication de la défaite de la révolution ouvrière, je vais devoir en discuter plus longuement. Je considère qu'il y a une sérieuse différence entre une dégénérescence politique qui reflète la perpétuation des bases économiques bourgeoises et ces erreurs politiques, ces défauts momentanés et tendances théoriques qui reflètent les pressions, les points faibles, les mauvaises habitudes ou l'insuffisante formation de l'avant-garde révolutionnaire. Il y a eu de nombreuses erreurs théoriques et politiques dès le lendemain d'Octobre 1917. De nombreuses tendances néfastes sont observables en ce qui concerne les compromis passés avec les institutions de l'ancienne société, le développement de la bureaucratie, l'affaiblissement de la démocratie interne du parti, l'affai-

intérêts et ses idées en les faisant passer pour ceux de la société toute entière. La pensée bourgeoise devient une force immense qui survit dans la mentalité de millions de gens qui n'ont pourtant aucun intérêt commun avec la bourgeoisie. Ceux qui sortent la bourgeoisie de l'arène politique avec la révolution de 1917 commettent le pire des réductionnismes et tordent la compréhension marxiste des rapports de classes dans une société capitaliste. La révolution d'Octobre a provoqué de grands changements, à l'avantage de la classe ouvrière, déplaçant en sa faveur le rapport de forces existant entre elle et la bourgeoisie. Mais elle n'a pas supprimé ni effacé ce qui fait l'essence de cette confrontation des classes. La confrontation qui avait alors surgi dans la lutte de classe ne pouvait être dépassée sans une immense transformation économique. Je diverge donc de ces analyses où le triomphe de la Révolution d'Octobre et l'instauration de l'État ouvrier suffisent à justifier que le dynamisme de la société russe était basé sur autre chose que la lutte de classe (maintenue) entre prolétariat et bourgeoisie, analyses qui deviennent abasourdissantes l'accent qu'elles posent sur les contradictions entre le prolétariat et les classes mineures de la société, comme si le danger pour le socialisme ne venait pas du capitalisme mais de la petite production marchande et autres choses du même genre. Une telle considération des problèmes de la société russe après la révolution est, du point de vue marxiste, incorrecte, mécaniste et naïve. Je ne nie pas l'importance des contradictions entre les intérêts du prolétariat et ceux d'autres couches sociales, je souligne la continuité d'une dynamique de classe dans le mouvement de la société, la prédominance de la confrontation entre travail et capital, entre ouvrier et capitaliste, tant avant qu'après la révolution, et l'influence de cette dynamique sur les autres conflits. Avec l'expropriation politique et économique de la grande bourgeoisie russe, cette classe n'est pas éliminée mais perd ses moyens humains directs et doit trouver temporairement de nouveaux agents. En d'autres termes, si au lendemain d'Octobre le prolétariat cherche son alternative socialiste, à l'autre bout de l'équation des forces sociales et des couches sociales essaient (sans doute avec le soutien des capitaux internationaux) d'agir dans l'intérêt de l'alternative industrielle bourgeoise en Russie. Dans le contexte d'une contradiction de classe si fondamentale, les paysans, petits bourgeois, intermédiaires, bureaucrates, etc., ne pouvaient qu'être des auxiliaires de l'alternative bourgeoise et non les porteurs d'une force motrice, d'une alternative portée par ces couches marginales. La lutte sociale ne prend forme que sur la base d'alternatives de classe ayant une portée et une signification historiques universelles. C'était entre le socialisme et le capitalisme, entre le prolétariat et la bourgeoisie. Toutes les autres couches sociales gravitaient autour de cette lutte et au final ne jouent aucun rôle socialement décisif, sinon dans leur participation à la lutte principale.

L'autre implication de mon raisonnement, c'est que dès lors que le prolétariat

n'avait pu réaliser son alternative, la société russe n'avait plus d'autre choix pour son développement que celui proposé par l'alternative bourgeoise. C'est pourquoi je n'accepte pas l'idée de l'établissement d'un nouveau mode de production ou d'une économie intermédiaire basée sur les formes de la petite production marchande, etc. Je n'accepte pas davantage l'idée de la bureaucratie comme classe sociale majeure dans la société. Elle devrait être considérée comme une forme de continuation de la société capitaliste et de sa domination. Sur le papier, on peut définir comment on veut tout mode de production et toute nouvelle classe dirigeante, classifier tout dans une gamme arbitraire, mais l'histoire ne se meut que sur la base des possibilités matérielles et du terreau social, issus des classes sociales réelles. La défaite de la révolution prolétarienne, dans le contexte d'une société capitaliste, signifie la continuation du capitalisme, quoique sous de nouvelles formes. Cela ne signifie pas l'apparition d'un nouveau mode de production dont les forces motrices n'avaient pas d'existence objective au plus fort de la lutte entre le socialisme et le capitalisme. Les défenseurs de tels points de vue devraient nous expliquer l'origine et les formes d'apparition de ce nouveau mode de production qui aurait remplacé le socialisme, et devrait aussi nous expliquer comment il a pu submerger l'alternative bourgeoise et le capitalisme réellement existant. Comment une tâche où la révolution prolétarienne a échoué, à savoir abattre le capital, pourrait être réalisée par une couche sociale marginale et sans aucune résistance de la part de la bourgeoisie !

IV / Quelques remarques sur les prémisses théoriques de la défaite finale de la Révolution

L'une des raisons les plus importantes de l'incapacité de la classe ouvrière russe à conclure de façon décisive sa révolution, a été le manque de préparation théorique d'une partie des éléments les plus avancés de cette classe. Je traiterai ici de l'importance de cette faiblesse. Mais d'abord je tiens à souligner que mon argumentation ne porte pas sur le côté « scientifique », la maîtrise du marxisme par le parti bolchevique ou sur sa compétence théorique. Je ne parle pas de la théorie comme d'un royaume indépendant et comme quelque chose en soi. Par manque de préparation théorique, je veux parler de la confusion dans les conceptions politiques de la classe ouvrière. La classe ouvrière russe avait imposé son leadership dans la transformation révolutionnaire de la société. Mais l'ampleur de cette transformation, et la façon dont laquelle la société aller évoluer, dépendait de ce que, selon les termes de son avant-garde, la classe ouvrière proposerait comme objectifs et comme choix à la société. Dans sa pratique, la classe ouvrière ne va pas au-delà des perspectives proposées par son avant-garde de la classe, à savoir son parti politique et ses dirigeants. Il est fort possible que la

tat. S'il devait y avoir eu une quelconque excuse à cette erreur des bolcheviks, le résultat du capitalisme d'État dans de nombreux pays devraient éclairer les communistes d'aujourd'hui.

Une définition de la dictature du prolétariat avec laquelle je suis d'accord c'est : « la dictature prolétarienne devrait être un État dans lequel les producteurs (les ouvriers) forment eux-mêmes l'État ». Très bien, mais un tel État ne peut pas être instauré sans des rapports économiques particuliers. On ne peut pas former les institutions d'un tel État et ensuite perpétuer séparément les rapports de production. Un même processus lie la question de la production et des relations économiques avec la structure politique et la place des masses. Si l'on admet que la classe ouvrière doit contrôler collectivement et administrer la production, dispersée à travers le pays en diverses unités économiques, on devrait alors admettre aussi qu'une certaine structure est nécessaire au pouvoir politique et administratif par laquelle les organes collectifs ouvriers à tous les niveaux, de bas en haut, puissent agir comme composants de cet État.

Dans la révolution prolétarienne nous n'aurons pas de stade initial où, indépendamment de la façon dont s'exerce la domination économique, une structure démocratique d'exercice de l'autorité politique de la classe ouvrière s'établisse, définisse l'intervention des masses et des individus, et ensuite seulement se préoccupe de prolonger l'exercice de cette autorité sur le terrain économique. Aussi longtemps que les leviers de commande économiques ne sont pas transférés au pouvoir des soviets, ceux-ci ne seront pas un organisme durable en matière d'autorité ouvrière, ou alors quitteront le registre de l'autorité ouvrière directe. C'est la relation des ouvriers aux moyens de production qui détermine la lutte collective adaptée. Les syndicats, par exemple, correspondent à une classe ouvrière pour laquelle les moyens de production sont aux mains d'un parti qui lui est extérieur ; les soviets correspondent à une classe ouvrière qui a vraiment pris le contrôle de l'économie et y exerce localement son autorité. Si toutefois on instaure une structure démocratique de dictature du prolétariat, il faut bien se rendre compte que cela présuppose la propriété commune et l'abolition du salariat, la socialisation des moyens de production et l'élimination du capital dans les relations sociales, que ce capital soit entre les mains d'individus ou de l'État.

Dans le cas particulier de la Russie cette question s'est posée dans la période où s'est jouée la position sociale et le statut de la classe ouvrière, c'est-à-dire lorsque l'instauration de la propriété d'État des moyens de production sur la base du salariat s'est mise en place. Cela a inévitablement défini la position politique de la classe ouvrière, sa position dans le nouveau système politico-administratif de la société. C'est un processus qui a mis des années avant de montrer sa conclusion logique, mais il ne pouvait y avoir aucun doute quant à cette conclusion : l'expro-

maintien d'un pouvoir ouvrier et les progrès de la révolution ouvrière dépendaient entièrement de ce qu'il adviendrait des rapports économiques fondamentaux dans la société. Le fait est que l'ouvrier restait alors un salarié sans aucun contrôle sur les moyens de production et sans pouvoir de décision économique, laissé pour compte d'un État instauré au prix de lourds sacrifices dans la lutte contre la bourgeoisie. Mais si on avait mis fin à sa domination politique par la socialisation de la production et l'abolition du salariat, avec une nouvelle organisation de l'économie fondée sur les soviets ouvriers, le gouvernement ouvrier aurait non seulement été maintenu, mais une structure d'État ouvrier se serait développée en proportion de cette nouvelle économie basée sur des formes plus réelles de démocratie ouvrière et d'exercice direct de l'autorité par les masses ouvrières. Au milieu des années 20 la situation était encore incertaine. Dans les critiques démocratiques, la seule existence de déviations bureaucratiques dans le parti et l'État ou des erreurs idéologiques suffisent à nier cette perspective d'évolution victorieuse. Je ne suis pas d'accord.

Dans la Révolution d'Octobre le pouvoir a été conquis par les ouvriers. Cet État les a protégé des attaques militaires et politiques de la bourgeoisie, du blocus économique, au prix de nombreux sacrifices, de nombreuses concessions et compromis aussi (la NEP en est un). Mais au dernier stade, une fois le pouvoir politique établi et la question de la transformation socialiste de la société posée, le prolétariat ne pouvait pas continuer sa révolution. Il s'en est remis à ce modèle du développement économique qui n'a eu comme autres conséquences que la domination économique des ouvriers, la survie des relations capital-travail, la permanence de la bureaucratie comme la mieux appropriée à ce modèle économique, le révisionnisme dominant en conformité à ces rapports sociaux et en un mot la transformation d'un *compromis politique* en *dégénérescence* politique et administrative sapant le gouvernement ouvrier.

La question peut ici se poser : une transformation révolutionnaire de la société était-elle vraiment possible en tenant compte des nécessités et besoins quotidiens de la société ? C'est *la* question à laquelle les communistes devraient réfléchir. Ou bien c'est possible et on le fait, ou bien les ouvriers sont condamnés à perdre, même après avoir conquis le pouvoir.

De mon point de vue, la révolution économique socialiste était non seulement possible, mais absolument nécessaire aux besoins matériels de la société. L'aspect essentiel du marxisme, c'est que le capitalisme est une impasse et que seul le socialisme peut ouvrir la voie au développement des forces productives. Il faudrait détailler tout un programme de propriété commune et de production socialiste planifiée. Les bolcheviks n'avaient pas une telle perspective et se sont rabattus sur le développement des forces productives dans le cadre d'un capitalisme d'É-

classe ouvrière parvienne au premier plan en menant la contestation sociale, mais il peut arriver que ses perspectives pour la lutte n'aillent pas au-delà de mesures qui visent à obtenir des changements démocratiques, la souveraineté nationale, ou l'abolition de la discrimination raciale etc. La préparation théorique de l'élément avancé de la classe ne signifie pas seulement sa maturité et sa maîtrise théoriques. Il s'agit essentiellement de sa capacité à armer la classe ouvrière, à tout moment, avec une perception claire de ses intérêts dans la lutte des classes, distincts de ceux des autres groupes sociaux. Le parti ouvrier peut maîtriser la théorie marxiste, mais échouer à former les travailleurs, par une lutte théorique au niveau social qui critiquerait en profondeur le nationalisme, la religion ou l'oppression des femmes. L'état de préparation théorique du mouvement socialiste du prolétariat ne se limite pas à la compréhension scientifique de la théorie marxiste par le parti ouvrier, et n'est pas réductible à la littérature théorique existante de ce mouvement. Pour avoir une perception claire, les leaders de la classe doivent être formés dans le feu de la lutte de classe, notamment lors des moments cruciaux. Il s'agit de transformer les principes théoriques en éléments d'une conscience politique et pratique de l'avant-garde des travailleurs, des leaders ouvriers sur le terrain. Cela ne peut être atteint que si les intérêts non-prolétariens sont remis en cause par ces principes de classe dans les conflits réels en cours dans la société.

Les bolcheviks avaient réussi, à bien des égards, à armer le travailleur russe dans une perspective indépendante. Il est intéressant de noter que dans la recherche des erreurs théoriques des bolcheviks après la prise du pouvoir, la gauche radicale épingle les domaines qui faisait au contraire la force du bolchevisme, à savoir la conception marxiste de l'internationalisme et la démocratie prolétarienne. A ce sujet, il faut signaler que les bolcheviks non seulement représentaient l'orthodoxie théorique contre la social-démocratie de l'époque, mais réussirent à l'adapter aux caractéristiques des ouvriers russes. Aux moments les plus cruciaux, les plus décisifs, lors du déclenchement d'une guerre impérialiste qui avait entraîné la social-démocratie internationale dans le soutien à ses propres bourgeoisies, les bolcheviks ont donné sens à l'internationalisme et ont conduit les travailleurs russes vers une violente confrontation avec leur bourgeoisie. Pour ce qui est du principe de démocratie prolétarienne, les bolcheviks ont réanimé l'expérience de la Commune, et propagé parmi les travailleurs la faisabilité de l'État ouvrier s'appuyant sur les Soviets. Pour transformer ces principes en éléments de la conscience de classe, les bolcheviks ont conduit des batailles théoriques décisives du début du XXe siècle jusqu'à la Révolution d'Octobre.

Quand je parle de manque de préparation théorique des bolcheviks, je me réfère précisément à ces questions où – sans chercher à savoir si comme théoriciens marxistes, ils avaient ou pas une maîtrise scientifique – ils ont échoué à

établir une démarcation idéologique entre la classe ouvrière et la bourgeoisie ; je me réfère à ces questions qui n'étaient pas encore dans l'arène principale de la lutte idéologique des classes, dans lesquelles l'identité politique distincte du prolétariat n'avait pas encore pris son importance. Les faiblesses théoriques d'un courant, d'un parti, y compris le bolchevik, peuvent être nombreuses. On peut montrer que les bolcheviks avaient des défauts concernant la question des femmes, les dispositions internes du parti ou le droit des nations à l'autodétermination, etc. Mais ces défauts, s'il y en eut, ne devinrent jamais un facteur décisif dans la destinée de la révolution. L'impréparation fondamentale, au sens social que j'ai expliqué plus tôt, portait sur la question de la définition du rôle économique du prolétariat et l'élaboration des revendications prolétariennes pour la transformation des relations économiques dans la société russe. En d'autres termes, la simple existence d'une « déviation » théorique ne suffit pas à expliquer l'échec d'un parti et d'un mouvement social. Tout défaut théorique n'a pas une importance parallèle dans la pratique, bien que certains puissent devenir un frein décisif à un moment donné. Ce sont les circonstances historiques, les caractéristiques des moments décisifs dans la lutte des classes, qui déterminent la place d'une « déviation théorique » donnée. Je veux souligner ce qui, dans les perspectives du bolchevisme et du prolétariat russe après la révolution de 1917, a causé leur incapacité à affronter les questions vraiment décisives dans les circonstances concrètes de l'époque, et non pas chercher leur « déviation » et leur « écart » par rapport à certains principes théoriques. Je ne crois pas qu'il soit vraiment utile de chercher dans l'histoire des idées du parti bolchevique, là où chaque fois que Boukharine, Trotsky, Staline ou même Lénine ont mis en avant une politique erronée, pointer les erreurs et les ajouter à la liste des causes de la défaite de la révolution ouvrière en Russie. L'attitude de tel dirigeant du parti sur la question de la démocratie intérieure dans le parti, le comportement de Staline envers ses camarades et son attitude sur la question nationale, un discours de Zinoviev au Komintern, etc., tout cela ne contribue pas d'une même façon aux erreurs théoriques importantes vis-à-vis de la défaite de la révolution. Je crois que même un parti dont la démocratie interne était défectueuse, qui zigzagait sur la question nationale, pouvait se placer honorablement à la tête du prolétariat socialiste dans les débats sur le « socialisme dans un seul pays », pour peu que ses perspectives économiques soient clairement socialistes dans la confrontation avec la bourgeoisie et ses tendances. Je ne vois pas l'intérêt de réduire l'histoire de la dégénérescence de la révolution ouvrière en Russie à l'histoire des erreurs théoriques du parti bolchevique, approchant toujours plus le moment de la défaite à 1917. Il faudrait trouver le point décisif et la faiblesse théorique décisive. Un parti qui est fièrement sorti de moments historiques décisifs (comme les bolcheviks après leur prise du pouvoir, malgré tous leurs défauts), aurait pu rectifier ses erreurs mineures dans son mouvement vers l'avant.

5.3. La relation entre l'économie et la politique au temps de la dictature prolétarienne

On dit souvent que l'expérience soviétique ne tenait pas compte des difficultés économique au temps où « l'État était encore démocratique ». C'est vrai en soi, mais il faudrait répondre un peu plus précisément sur la démocratie prolétarienne et sur la relation entre économie et politique sous la dictature du prolétariat.

Il n'est pas de démocratie plus radicale que celle qui s'efforce d'arracher les bases matérielles de l'absence de démocratie. Cette sorte de « démocratisme » qui accepterait la survie du capitalisme en Russie pour peu que « l'État reste démocratique », ça n'est pas ma vision de la démocratie. Il ne faut donc pas seulement critiquer les déficiences de la démocratie dans la société russe, mais proposer une véritable critique de l'abolition de la démocratie. Supposer que l'ouvrier puisse rester dominé économiquement, mais être dominant politiquement est une absurdité. Le capitalisme monopoliste d'État, les rapports de production dans un tel système, ne laisse aucune place à l'exercice de la démocratie ouvrière. Si l'on s'imagine qu'en préservant le capitalisme on peut développer les institutions démocratique de l'État ouvrier, qu'on m'explique donc cela. Si l'on veut que les producteurs, les ouvriers, aient le pouvoir de décision à tous les niveaux, il est évident qu'alors leur domination économique, même dans le cadre d'un capitalisme d'État, doit être abolie.

Quand on m'objecte que c'est une explication unilatéralement ciblée sur l'économie, je réponds que c'est l'histoire russe elle-même qui a placé les problèmes économiques au cœur de la destinée de la dictature prolétarienne. Si, avant la révolution, on s'était interrogé sur les conditions de la victoire, on aura pu citer plusieurs facteurs, mais si ici, la question est celle des raisons de son échec, alors il faut bien répondre sur les bases fondamentales de cette histoire. Certains considèrent que les travailleurs n'ont jamais pris le pouvoir. Je crois qu'ils l'ont fait, mais ce qui a empêché la formation d'une forme appropriée de pouvoir ouvrier, puis a mené à la perte du pouvoir, c'est la persistance de relations qui ont formé les bases économiques du développement de la société et ont maintenus les travailleurs enchaînés à l'esclavage salarié. Le capitalisme d'État, dans lequel un ministère du développement établi un plan qui est réalisé par un autre bureaucrate, ne laisse aucune place à la souveraineté réelle des soviets ouvriers, sauf sur le papier et dans les questions secondaires, civiles, judiciaires... Je crois que la façon dont l'autorité ouvrière aurait pu être exercée, comme le souhaitent ceux qui prônent une structure démocratique de masse pour la dictature du prolétariat, était ouvert, n'est possible qu'avec un exercice du pouvoir économique de masse. C'est la position des masses ouvrières dans les rapports sociaux économiques qui détermine leur place dans la structure politique. Au milieu des années 20, le

convient à une relation interne d'une oligarchie possédant le capital, mais n'est pas le moyen adapté à l'exercice du pouvoir par les classes qui sont dépourvu de ce pouvoir matériel dans l'exercice de leur droit lors du scrutin. Un ouvrier seul ne compte pour rien. Un individu bourgeois compte en proportion du pouvoir réel que lui donne son capital. Il faut donc se demander où réside le pouvoir des ouvriers, ce qu'ils en font, et quelle place tient le vote individuel dans ce mécanisme. La force des ouvriers se manifeste dans leur mouvement d'ensemble, ouvert, organisé et uni. Le vote y joue un rôle limité dans la naissance de ce mouvement. Le rôle essentiel y est joué par le leadership, la propagande et les mots d'ordre pour lesquels les ouvriers se sont mobilisés. C'est pourquoi dans 99% des cas les ouvriers recourent à la lutte organisée unie sans demander le vote de quiconque. Ce mouvement uni prend surtout forme par l'action des éléments les plus avancés, leur force de conviction, la clarté de leurs vues et l'efficacité de leurs politiques. Ce sont les facteurs qui déterminent les relations internes dans la classe ouvrière.

Deuxièmement, les ouvriers forment une classe opprimée. Leur lutte, contrairement à l'activité parlementaire et juridique de la bourgeoisie, s'affronte immédiatement à une force coercitive externe : l'État. Le mouvement politique ouvrier prend tout de suite la dynamique d'une bataille et du même coup, le camp ouvrier s'en trouve transformé, comme à la guerre, n'ayant plus l'occasion de décompter les votes individuels pour exercer sa volonté. C'est au cours de l'action et de l'évaluation constante de sa capacité de réalisation dans la lutte que le mouvement prend en compte les opinions individuelles. Un dirigeant bourgeois va se réclamer de la confiance du parlement. Un dirigeant ouvrier ne peut pas évaluer l'état d'esprit des masses de sa classe en ne recourant qu'à un décompte via les urnes, il doit sentir à tout moment l'opinion dominante à la base pour prendre ses décisions. S'il fait une estimation correcte, elle sera conforme aux aspirations des masses ouvrières, sinon le cours même de la lutte devra le faire réviser ses décisions. Ce que je veux dire c'est que les critères de la démocratie bourgeoise ne peuvent et ne devraient pas être utilisés pour juger de la relation entre les masses ouvrières et leurs avant-gardes. Le gouvernement ouvrier en Russie devrait être jugé sur des critères ouvriers et non par une généralisation des concepts démocratiques bourgeois.

Dans la révolution russe, le soulèvement d'Octobre indiquait le soutien de la masse des ouvriers aux bolcheviks. C'est le soulèvement d'Octobre et non l'élection de l'Assemblée Constituante qui représentait le vote réel des ouvriers. Toute interprétation socialiste de la Révolution d'Octobre devrait en tenir compte et juger l'État et le parti ouvriers en fonction de leur relation réelle aux ouvriers et non sur la base des formes matérialisant cette relation.

À mon avis, l'insuffisance théorique fondamentale était le manque d'élaboration des objectifs économiques et des méthodes pour le prolétariat socialiste. Cette insuffisance avait des raisons historiques. Comme je l'ai dit, le modernisme économique de la bourgeoisie russe, l'idée de « bâtir une Russie prospère et industrielle », était dans l'air depuis longtemps. La question spécifique des rapports de production et des formes économiques à établir en Russie était éclipsée par la critique sur le retard existant. L'accent constamment mis par les dirigeants du parti dans la période post-révolutionnaire sur le fait que « *nous devons apprendre de la bourgeoisie* » témoigne du fait que la question de la transformation économique s'identifiait pour eux à l'aspect quantitatif de la production et à l'amélioration des moyens de production, non avec le fait de révolutionner les rapports de production, c'est à dire la sphère dans laquelle il n'y a rien à apprendre de la bourgeoisie et dans laquelle le prolétariat doit, tout particulièrement, suivre sa propre méthode en opposition avec la pratique économique de la bourgeoisie, tant en Russie qu'en Allemagne.

Mais, les racines de cette vision à court terme dans l'attitude envers les missions économiques du prolétariat ne doivent pas être recherchées en Russie même. Le facteur le plus important est peut-être l'éducation de la social-démocratie et de la Deuxième Internationale en ce domaine. La conception et les perspectives de la IIe Internationale avaient durablement influencé la pensée de la social-démocratie russe.

La IIe Internationale a produit une certaine version du marxisme, et c'est cette version qui à son tour donnait lieu à des interprétations nationalistes. Ce sont les chefs de cette Internationale qui, après un certain temps, se sont transformés en défenseurs de leur propre bourgeoisie lors la Première Guerre mondiale, et maintenant ce sont les partis sociaux-démocrates qui, dans leur évolution, ont développé leur nationalisme en produisant des stratégies économiques et politiques nationales visant à assurer la l'économie domestique de leur propre pays. Pendant longtemps, la social-démocratie russe a connu et reconnu les principes du marxisme dans la tradition de cette Internationale et dans les paroles de ses dirigeants. La rupture des bolcheviks avec l'influence théorique et pratique de la IIe Internationale s'est faite progressivement. Cette évolution n'était pas achevée, ni complètement ni de façon décisive, en 1917. Par exemple, si l'on considère la conception économique du socialisme et du capitalisme tant de Staline que de Trotsky, c'est-à-dire la conception selon laquelle plus ou moins de capitalisme d'État et la propriété d'État des moyens de production équivalent à la propriété commune socialiste, alors on mesure l'étendue révélatrice de l'influence intellectuelle de la IIe Internationale.

On pourrait relever ici deux aspects importants de la réflexion de la

IIe Internationale à ranger dans les faiblesses théoriques fondamentales du mouvement marxiste de l'époque, et qui devaient asseoir le désarroi théorique du communisme face à la question du développement de la Révolution d'Octobre à la fin des années 20. D'abord, notons une réduction de la théorie de la révolution prolétarienne en une explication d'un développement gradualiste de la société basé sur le développement des forces productives conçues comme moteur de l'histoire. Le social était considéré comme le reflet pur et simple de la croissance, quantitative et qualitative, des moyens de production, faisant du coup abstraction de la lutte des classes et du facteur humain dans le progrès de l'histoire sociale. Ce facteur humain n'a pas de place déterminante dans ce genre de pensée, et ne laisse pas de place au rôle de la pratique révolutionnaire de la classe. Cette vision des choses se fonde philosophiquement sur un matérialisme mécaniste et réductionniste. C'est une méthodologie qu'une grande partie de la gauche emploie encore aujourd'hui, c'est une version du marxisme qui reste plus répandue que la véritable théorie révolutionnaire de Marx elle-même. Autour de nous, nombreux sont ceux qui partagent ce point de vue.

Ceux qui considèrent que leur rôle dans la lutte politique est d'aider la prise du pouvoir par les couches sociales pouvant développer les forces productives, ceux qui prônent la révolution par étapes, etc., sont tous directement ou pas encore influencés par la version de la II Internationale du marxisme. Permettez-moi de souligner un exemple en passant. On nous dit souvent que les bolcheviks étaient internationalistes et considéraient que sans la révolution allemande, la révolution russe ne pouvait vaincre. Je reviendrai tout à l'heure sur la valeur d'un tel « internationalisme ». Mais voyons ici ce qu'en ont fait ses défenseurs dans les débats économiques de 1924. L'argument central en faveur de cette thèse (principalement chez Zinoviev) était que l'Allemagne avait une économie industrielle avancée, que seule une telle économie pouvait vraiment permettre le socialisme, et que sans son aide la Russie arriérée ne le pouvait. C'est un exemple frappant de ce dont je parlais. Je ne me préoccupe pas pour l'instant de savoir si l'économie allemande de 1917 était comparable à l'économie sud-coréenne actuelle et ce que le développement industriel rendant le socialisme « possible » était vis-à-vis du niveau technologique des pays semi-industrialisés. Ma préoccupation est, pour l'heure, de montrer que dans les conceptions de Zinoviev et d'autres, la possibilité d'abolir la propriété bourgeoise et d'établir la propriété commune était finalement liée à un niveau industriel. C'est cette vision que contredit l'esprit du *Manifeste communiste* et de *l'Idéologie allemande*. Marx y avait établit la faisabilité de la construction du socialisme 60 ans avant que Zinoviev ne la nie pour la Russie. Cette perspective est du darwinisme social et du déterminisme économique vulgaire qui se refuse à tenir compte de la force réelle du prolétariat révolutionnaire, se préoccupant davantage du niveau des forces productives et du déve-

transposer ce mécanisme apparemment démocratique pour juger de la dictature du prolétariat, on commet une grave erreur. La démocratie prolétarienne n'est pas une extension de la démocratie bourgeoise. C'est une démocratie d'un type différent, qui a ses propres mécanismes dans la mise en place du lien entre la masse et les chefs. La Commune de Paris doit être très antidémocratique à l'aune de telles critiques.

Comprendre le mécanisme de la lutte de la classe ouvrière, de la relation de la masse ouvrière à ses chefs, est un aspect essentiel de la discussion sur le communisme-ouvrier, qui est entièrement dirigée contre les conceptions courantes de la démocratie bourgeoise. Pour l'essentiel, l'identité politique de la classe ouvrière prend forme par l'intermédiaire de son avant-garde et de sa direction de classe.

L'exemple des mineurs britanniques en grève est très révélateur. La bourgeoisie a a qualifié la décision de la direction du syndicat des mineurs (*National Union of Mineworkers*, NUM) de non démocratique car il n'y avait pas eu de vote, alors que dans la réalité d'une courageuse lutte qui a duré un an [1984-1985] a démontré que ces actions étaient pleines de démocratie et d'exercice direct de l'autorité des mineurs. C'était la majorité écrasante des mineurs qui s'était manifestée dans la décision de la direction de la NUM de poursuivre la grève.

Sur la question du vote dans la lutte ouvrière, je voudrais ajouter un point. Ce dispositif n'occupe pas de position significative dans les luttes ouvrières, il ne reflète pas correctement l'unité et ne la consolide pas. Toute la force des ouvriers est dans leur union, leur prise de décision collective et l'émulation morale mutuelle dans la solidarité et la participation commune à l'action. Si les ouvriers votent isolément, la classe ouvrière semblera toujours moins déterminée, moins combative qu'elle ne pourrait l'être dans le feu de l'action. C'est dans leurs actions, au beau milieu de leurs assemblées générales que les ouvriers votent réellement, alors que les individus isolés sont démoralisés par la pression du capital et manquent des perspectives militantes nécessaires aux décisions audacieuses. Les particularités des relations internes à la classe, notamment celles des masses ouvrières à leurs chefs et leur avant-garde, résultent de plusieurs facteurs.

Premièrement, la position sociale objective de l'ouvrier en tant que producteur. Il est dépourvu de propriété et la société bourgeoise ne reconnaît pour l'essentiel l'individu que sur la base de la propriété. La propriété du capital est la source du pouvoir, ce pouvoir est légitimé dans la société bourgeoise sous la forme du droit de vote. C'est un fait que cette démocratie bourgeoise s'est d'abord limitée au droit de vote restreint aux classes possédantes, aux propriétaires de capitaux et aux riches avant le suffrage universel. Si les ouvriers ont conquis le droit de vote, c'est devenu possible dans ce système en vidant ce droit de vote de tout sens social réel et de toute relation directe à une quelconque part de pouvoir. Le vote

cé pas par les masses travailleuses elles-mêmes, mais par son leadership.

Je crois que la distinction faite par la gauche radicale entre les chefs et la masse dans la révolution d'Octobre est l'expression d'une mentalité anti-dictatoriale et bourgeoise. On ne peut pas partir des catégories de « droit » ou de « leadership », telles qu'elles sont perçues par la bourgeoisie, pour expliquer la relation entre la classe ouvrière et son avant-garde. Cette relation, le mouvement politique de la classe ouvrière, la façon dont la classe ouvrière exerce sa volonté, est liée de près à la façon dont le leadership politique réalise les actions souhaitées. Les dirigeants réels de la classe ouvrière représentent bien plus directement la volonté des masses travailleuses. Dans la relation des masses travailleuses à leurs chefs, la procédure du vote par scrutins, ou l'évaluation de des ouvriers par le nombre de suffrages exprimés, n'a pas la même importance. L'argument qui consiste à reprocher au leadership de ne pas avoir, après la révolution d'Octobre, fondé sa légitimité sur le votes des masses travailleuses, qui dit que la structure du pouvoir n'était pas « démocratique », surestime la situation historique réelle de la révolution russe. Bizarrement, les bolcheviks et leurs actions se sont séparés sur ce point des aspirations des ouvriers et se sont confrontés rapidement, comme une dichotomie, à la volonté des ouvriers. On dit que les bolcheviks ont réduit l'autorité des organes de masse des ouvriers. Mais c'est oublier que les bolcheviks formaient eux-mêmes une grande part des ouvriers. Quand ils prenaient position sur un sujet, ça signifiait que l'avant-garde ouvrière prenait cette position. Ils n'étaient pas le parti de l'intelligentsia, mais exprimaient l'organisation et l'unité des sections les plus radicales des ouvriers russes. Mettre en opposition l'avant-garde ouvrière et la masse des ouvriers est une idée absurde. Mettre en contraste les actions de faux leaders autoproclamés avec la volonté des masses se comprend. Mais opposer les masses à leur propre avant-garde sur la scène de la lutte de classe est une contradiction dans les termes. Lorsque la classe ouvrière voit ses chefs au pouvoir, elle s'y considère avec eux. C'est l'aspect qui manque lorsque l'on discute des critiques démocratiques de l'Union soviétique. C'est là une expression qui exprime une préoccupation anti-dictatoriale du libéralisme bourgeois qui s'est étendu vainement à la classe ouvrière. Une fois que les chefs des syndicats, du mouvement des comités d'usines, les dirigeants du mouvements ouvriers, les agitateurs locaux et les leaders ouvriers, ceux-là même qui ont mobilisé les ouvriers, sont au pouvoir, la classe ouvrière peut dire qu'elle est au pouvoir et aucune mesure démocratique de cette relation entre ce leadership et les masses ne peut changer cela.

Pour la bourgeoisie, qui pour régner doit donner le sentiment que son État et son gouvernement sont distincts de sa classe pour se placer au-dessus de la société, et qui ne mesure sa relation à cet État que lors des périodes électorales, la confrontation entre le leadership et la classe a une signification. Mais si on doit

loppement industriel. Le premier effet de l'influence théorique de la IIe Internationale fut, effectivement, d'amener la classe ouvrière russe et son parti d'avant-garde à minimiser les possibilités d'instaurer économiquement le socialisme en Russie, au motif que ce pays était économiquement « arriéré ». La stratégie du parti reposait sur la victoire de la révolution allemande, qui était certes une réelle possibilité historique.

L'autre tendance faussée par la pensée de la IIe Internationale, c'était la réduction de l'idée de socialisme, c'est-à-dire de la propriété commune et de l'abolition du salariat, à la propriété étatique. Cette façon de voir les choses reste toujours dominante, non seulement chez les partis sociaux-démocrates, mais dans une partie importante de la gauche radicale. Aujourd'hui, pour savoir si un pays est socialiste, les défenseurs de l'Union soviétique regardent si il y a absence de propriété bourgeoise des les moyens de production et prédominance de la propriété d'État dans ce pays. Une grande partie des critiques de l'Union soviétique acceptent aussi cette définition du socialisme, mais passent leur temps et leur énergie à montrer que « l'État soviétique n'est pas ouvrier » et que*dans ce cas* la propriété étatique n'est pas assimilable au socialisme. Réduire le socialisme à la propriété étatique est vraiment une falsification bourgeoise de la théorie marxiste. C'est cette version du socialisme que la bourgeoisie propage à travers le monde. Malheureusement, cette déformation complète de la perspective d'émancipation économique de la classe ouvrière n'a guère rencontré de contradicteurs chez les marxistes.

La base d'une telle conception bourgeoise du socialisme, c'est d'abord une conception bourgeoise du capitalisme. Dans cette perspective, le capitalisme n'est pas analysé sur la base du rapport capital-travail mais sur la base du rapport des capitaux entre eux. C'est le regard d'un individu capitaliste, une relation bourgeoise au capitalisme. La concurrence et l'anarchie y sont considérées comme la base du capitalisme. Il faudrait donc s'y opposer par la propriété étatique et la planification conçues comme antithèse du capitalisme. C'est une conception courante. Pour Marx, et nous marxistes qui saisissons le fond de la critique marxiste de l'économie politique du capitalisme, il faut comprendre que le capital est défini dans la sphère de production sur la base de son rapport au travail salarié. La concurrence et la fragmentation des capitaux sont la forme dominante du capitalisme *jusqu'à présent*. C'est la forme actuelle de l'« essence immanente » du capital. Cette essence a un contenu économique donné, qui est la force de travail exploitée comme une marchandise. Marx considère la production de plus-value, la détermination du surproduit comme plus-value, comme la base du capitalisme, reconnaît ce processus comme le résultat d'une force de travail devenue marchandise et de la généralisation du salariat. Pour nous, l'alternative au capitalisme, c'est l'abolition de la propriété privée, l'abolition du salariat, et la création

d'une propriété commune des moyens de production.

Le projet de programme de la social-démocratie russe et une grande partie des débats économiques des années 20 montrent l'importance de cette incompréhension venue de la II[e]Internationale. On s'y accorde à fonder le capitalisme et sa crise sur la concurrence et l'anarchie dans la production. L'essence sociale et l'essence de classe du capital sont réduites à une seule de ses formes. C'est pourquoi on ne vise que l'abolition de cette seule forme pour instaurer le socialisme, c'est-à-dire la concurrence et la propriété fragmentée du capital. Réduire le socialisme à une économie d'État devient inévitable dans cette perspective.

Cet héritage intellectuel de la II[e] Internationale (en plus des racines du nationalisme dans la social-démocratie russe évoquées plus haut) a réduit les perspectives du communisme en Russie, les possibilités de changements économiques après la révolution ouvrière. Les débats sur la question du « socialisme dans un seul pays », qui étaient des débats sur l'avenir économique de la révolution, menés entre 1924 et 1928, ont été victime de l'étroitesse de cette perspective et de l'impréparation du parti d'avant-garde quant à cette nécessaire transformation fondamentale pour poursuivre la révolution. Ce contre quoi le léninisme avait lutté pendant des années, dans la réalité économique, se retrouvait avec des nouveaux protagonistes. Non seulement la société russe n'avançait plus dans l'intérêt de la révolution prolétarienne, mais même l'Internationale communiste, fondée par le léninisme en opposition à la social-démocratie, était devenue elle-même un instrument de réalisation des intérêts et perspective de la bourgeoisie dans un pays donné.

V / Les questions clés d'une position de principe

Ce que j'ai dit jusque maintenant aura, je l'espère, clarifié les principes généraux de mes thèses sur la question de l'Union soviétique. Je le répète, je ne viens pas ici prouver ces thèses par l'analyse, mais les présenter et expliquer leurs différences avec d'autres critiques existantes. A cette fin, je poursuis donc la discussion en ouvrant un chapitre destiné à répondre à certaines questions clés concernant ce sujet.

5.1. La nature du gouvernement bolchevique

La Révolution d'Octobre a indubitablement établi la dictature prolétarienne en Russie. Je rejette la critique radicale qui nie cela ; les courants de gauche qui portent cette critique justifient surtout leur position en mettant en avant la relation entre le parti bolchevik et la classe ouvrière russe, le fait que la masse des ouvriers ne participait en réalité pas à la structure politique. La dictature du prolétariat, disent-ils, devrait être celle du pouvoir de la masse toute entière sur les bases d'une vie publique « démocratique », considérant que ce n'était pas le cas en Russie. Un tel jugement, selon moi, fait abstraction de la classe réelle, avec ses limites politiques et pratiques réelles, et de la forme matérielle sous laquelle la dictature prend vie en émergeant de l'ancienne société. D'où un jugement purement livresque et une négligence pédante à propos de l'état réel du prolétariat. Ça impliquerait une impossibilité de fait de toute prise du pouvoir par le prolétariat, une condamnation de sa lutte pour le pouvoir, au prétexte de ses défauts dans l'exercice de celui-ci. C'est un idéalisme qui, au fond, rejette à l'avance toute possibilité de victoire pour les travailleurs. Sur ce sujet, je me suis déjà exprimé lors des précédents séminaires sur l'Union soviétique et dans un article comme « The State in Revolutionary periods » [2].

N'allez pas penser que je néglige les formes que doit prendre concrètement la dictature du prolétariat, non. C'est juste que je m'efforce de tenir compte des contraintes historiques et matérielles d'une classe produite par l'ancienne société, violemment comprimée dans sa confrontation de classe. Évidemment, plus la classe ouvrière pourra fonder sa dictature sur des formes permettant aux masses d'exercer directement leur volonté via des structures démocratiques, plus la classe sera puissante. Mais il s'agit aussi de certaines possibilités, de certaines circonstances historiques. Si la classe ouvrière ne parvient pas à agir en tant que telle, si elle ne parvient pas immédiatement à mettre en place le modèle d'Etat qu'elle souhaite et sa propre conception de la dictature prolétarienne, alors, je ne suis pas de ceux qui nient qu'il ait jamais existé un Etat ouvrier et qui condamnent cette dictature, qui, dans le contexte historique réel, en est bien une. Les ouvriers et leurs partis devraient savoir qu'au cours de l'histoire, ils pourraient faire face à de telles situations à plusieurs reprises : des circonstances dans lesquelles les ouvriers prendraient le pouvoir, mais ne trouveraient pas le matériau social nécessaire à établir leur domination de classe et leur modèle d'État. L'histoire du parti bolchevik témoigne des tentatives du prolétariat russe pour préserver sa domination en faisant face à de réels points faibles.

5.2. La structure du pouvoir ouvrier

On pourrait discuter du fait que la structure du pouvoir ouvrier dans la révolution d'Octobre n'était pas démocratique puisqu'il n'était pas exer-

[2] Référence à un article publié dans *Besooy-e- Sosyalism*, journal théorique du PC d'Iran, N 2, nov. 1985.